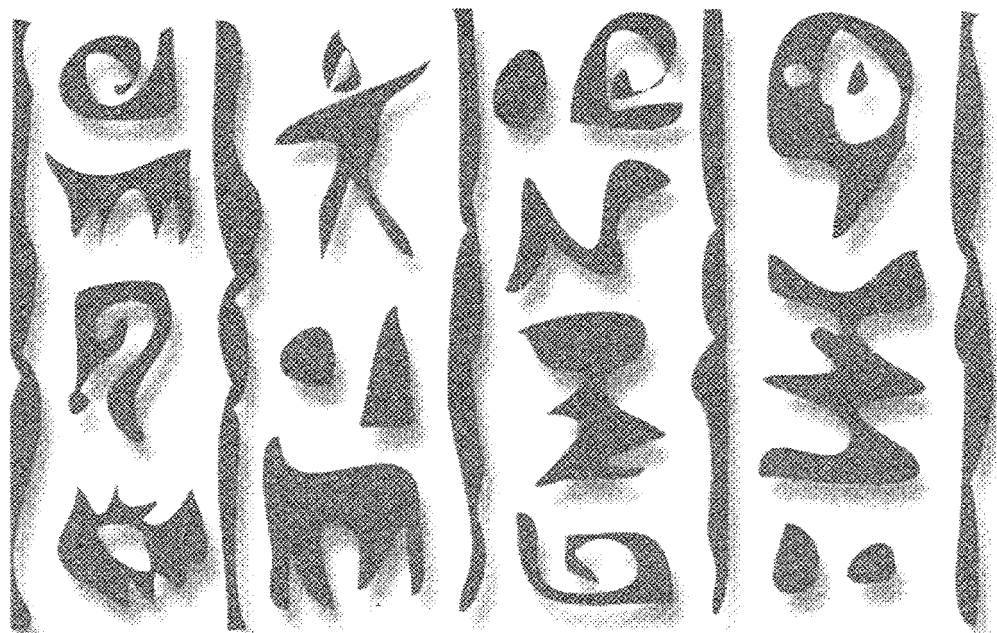


COLLECTION

Notes et RAPPORTS DE RECHERCHE



GRIR
G r o u p e
de recherche
et d'intervention
régionales

**Vers un développement rose.
Éléments théoriques et méthodologiques
d'une recherche sur le rapport des femmes
au développement en région**

**Marta Anadon
Dominique Masson
Marielle Tremblay
Pierre-André Tremblay**

Avril 1990



Université du Québec à Chicoutimi

VERS UN DÉVELOPPEMENT ROSE
ÉLÉMENTS THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES D'UNE RECHERCHE
SUR LE RAPPORT DES FEMMES AU DÉVELOPPEMENT EN RÉGION

Marta Anadón

Dominique Masson

Marielle Tremblay

Pierre-André Tremblay

Note de recherche no 10

Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales

Université du Québec à Chicoutimi

Avril 1990

COORDINATION À L'ÉDITION **Christiane Gagnon**
Agente de recherche

TRAITEMENT DE TEXTE **Johanne Beaumont**
Pauline Dionne

© Université du Québec à Chicoutimi
Dépôt légal - 4^{ème} trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec

ISBN: 2-920730-14-2

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE: LES DIMENSIONS THÉORIQUES	3
1. PERTINENCE SOCIALE D'UNE RECHERCHE SUR LES FEMMES ET LEURS PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	3
2. PRINCIPAUX AXES DE LA RECHERCHE	4
2.1. LA PLACE DU TRAVAIL DES FEMMES DANS LA RÉALITÉ DU DÉVELOPPEMENT DOMINANT	5
2.2. LES IMPACTS DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SUR LES FEMMES	6
2.3. LES PRATIQUES ACTUELLES D'AUTODÉVELOPPEMENT DES GROUPES DE FEMMES	7
<hr/>	
3. LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT	8
4. LES PRATIQUES D'AUTODÉVELOPPEMENT DES FEMMES	12
5. LES QUESTION DE RECHERCHE	15
DEUXIÈME PARTIE: LES ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES	21
6. DE QUELQUES POINTS ORIGINAUX DANS UNE DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	26
6.1. QUELQUES TECHNIQUES	26
6.2. LA FORMATION DES CHERCHEURES	27
6.3. LA SIMILITUDE IDÉOLOGIQUE	28
6.4. UNE STRUCTURE À DEUX NIVEAUX	29
6.5. LE JOURNAL DE BORD	30
6.6. TRAVAILLER AVEC LES INFORMATRICES	30
7. QUELQUES DIFFICULTÉS	32
7.1. PROBLÈMES ÉTHIQUES	33

CONCLUSION	37
NOTES ET RÉFÉRENCES	39
TROISIÈME PARTIE: BIBLIOGRAPHIE	43
8. À PROPOS DES FEMMES ET DU DÉVELOPPEMENT	43
8.1. FEMMES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	43
8.2. FEMMES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL	44
8.3. GROUPES DE FEMMES AU QUÉBEC	46
8.4. FEMMES ET RÉGION 02 (SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN)	47
9. À PROPOS DES FONDEMENTS THÉORIQUES ET ÉPISTÉMOLOGIQUES	48
9.1. DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL	48
9.2. MOUVEMENTS SOCIAUX	49
9.3. ÉPISTÉMOLOGIE DES SCIENCES HUMAINES	50
9.4. RECHERCHE FÉMINISTE	52

INTRODUCTION

Même si, depuis quelques années, la question des femmes a fait l'objet de nombreuses études sociologiques, économiques, politiques, ce n'est que récemment que des recherches en développement, surtout international, introduisent les femmes comme objet dans le discours théorique¹.

Avec la question des femmes, le développement régional est obligé de se réorienter et de se transformer, car les domaines d'intervention, les modes d'action et les interlocuteurs traditionnels du développement sont remis en question.

En effet, le renforcement des inégalités régionales, ainsi que la reconduction, dans le développement des régions, des inégalités sociales et de sexe nous force à nous questionner sur la capacité du modèle dominant de développement et de ses principaux acteurs — l'entreprise et l'État — à assurer le "bien-être des collectivités". L'actuel retour politique au développement "par la base", déjà visible au Québec dans le soutien aux sommets socio-économiques régionaux, impose et permet tout à la fois aux acteurs locaux et régionaux d'intervenir avec plus de poids dans les questions de développement.

À notre avis, ce contexte rend encore plus nécessaire la connaissance, par les femmes, des enjeux que peuvent constituer pour elles les priorités du développement local/régional ainsi que leurs potentialités d'action à ce niveau. Non seulement les femmes doivent-elles produire une réflexion critique sur l'impact qu'ont les décisions de développement sur leurs conditions de vie et de travail mais elles doivent travailler à en redéfinir les enjeux en fonction de leurs propres intérêts et de leurs aspirations.

C'est dans cette perspective que nous avons entrepris, à l'automne 1987, une recherche concernant les femmes et le développement régional au Saguenay—Lac-Saint-Jean². Les principales dimensions de cette étude seront exposées dans la présente *note de recherche*. Celle-ci est divisée en trois parties qui comprennent chacune plusieurs sections.

La première partie présente les dimensions théoriques de notre projet. Sa pertinence sociale sera présentée dans la première section, alors que la seconde identifie les trois principaux axes d'interrogation de notre recherche. La troisième section offre quelques réflexions sur le concept de

développement, particulièrement en ce qu'il touche aux femmes. La quatrième porte sur le concept de "pratique d'autodéveloppement", central dans notre compréhension de l'apport du mouvement des femmes au développement régional. Dans cette perspective particulière, la dernière section présente nos questions de recherche et la théorie de la mobilisation des ressources qui a servi à les formuler.

Dans la deuxième partie, nous nous attarderons à l'exposé des orientations méthodologiques. Comme notre étude se propose d'examiner certains types de pratiques de groupes des femmes et qu'elle est subordonnée à une orientation épistémologique qui reconnaît le savoir construit par les sujets à l'étude (les femmes), la conception de nos instruments d'investigation doit tenir compte de cette exigence. Nous situerons d'abord notre recherche dans le contexte de la réflexion contemporaine en épistémologie des sciences humaines. Par la suite, nous présenterons les techniques utilisées dans la cueillette de données et nous nous pencherons sur quelques points originaux de notre démarche ainsi que sur les difficultés et les problèmes éthiques qu'elle soulève.

Enfin, la dernière partie présente une bibliographie des principaux travaux qui nous ont servi à orienter notre démarche. Elle a été organisée en deux volets: "À propos des femmes et du développement" et "À propos des fondements théoriques et épistémologiques".

PREMIÈRE PARTIE: LES DIMENSIONS THÉORIQUES

1. PERTINENCE SOCIALE D'UNE RECHERCHE SUR LES FEMMES ET LEURS PRATIQUES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Peu de chercheurs se sont donnés la peine d'étudier les pratiques des femmes sous l'angle du développement régional. Peut-être l'accent mis sur la "performance économique" est-il pour quelque chose dans le vide actuel des recherches sur cette question?

En effet, malgré l'expansion que les études en développement régional ont pu prendre, chez nous et dans d'autres pays industrialisés, au cours de la dernière décennie, bien peu a été dit sur le rapport entretenu par les femmes, comme groupe social, à ce développement. Règle générale, les travaux issus des théories dominantes adoptent des perspectives réductrices: les mécanismes économiques sont priorisés et arrachés au tissu social qui, pourtant, les sous-tend. Les indicateurs socio-économiques y sont présentés de façon asexuée, tout comme le sont également les analyses des conséquences ou retombées du développement. Dans les travaux sur l'apport des mouvements sociaux et régionaux au développement des collectivités locales ou régionales, la place du mouvement des femmes a été jusqu'ici ignorée.

Comme beaucoup de chercheuses féministes³, nous nous révélons particulièrement sensibles à "l'appel du vide": l'absence des femmes dans les théories et travaux sur la question du développement régional nous attire et nous stimule. Cette absence constitue, quant à nous, moins un obstacle réel qu'un défi, car le sujet ne manque pas d'appuis théoriques, tant dans le domaine du développement international que dans celui de la recherche féministe.

Notre projet innove donc en introduisant une perspective féministe dans le champ des études régionales. Il entend pallier au manque de connaissances théoriques et empiriques sur la place des femmes dans la dynamique des collectivités locales et régionales ainsi que sur leur apport à la constitution de modalités alternatives de développement.

L'actuel retour au "développement par la base" dans les régions rend nécessaire la reconnaissance, par les femmes et par les décideurs, de la réelle potentialité des femmes. Dans cette perspective, il

convient selon nous de s'interroger sur la place réelle et potentielle du mouvement des femmes dans l'amélioration des milieux sociaux.

De plus, en précisant les caractères de la contribution des groupes de femmes au développement social des collectivités, notre projet fournit aux intervenantes et représentantes des groupes une partie des données nécessaires à la constitution d'une conscience collective de cet apport. Il produira aussi le matériel nécessaire au soutien de leurs initiatives et à leur reconnaissance comme groupe.

En termes de retombées sociales plus immédiates, nous dirons que cette recherche crée un lieu, un espace, un temps pour une prise de conscience collective des groupes de femmes étudiés. Il nous semble que la recherche peut permettre la circulation des expériences et l'échange de moyens et de stratégies, car elle donnera lieu à une certaine "condensation" de la mémoire des groupes. Cet "effet de miroir" est évidemment indispensable à l'élaboration de stratégies efficaces, mais les militantes n'ont souvent ni le temps, ni le recul pour le faire elles-mêmes. La diffusion de nos analyses et la remise de nos rapports de recherche aux groupes qu'ils touchent contribueront donc à alimenter les débats et à faire circuler les questionnements et les analyses dans le milieu des groupes de femmes de la région.

Sur un plan plus empirique, le présent projet constitue un apport à la connaissance de la matérialité du mouvement des femmes au Québec: d'une part, en ramenant l'observation aux niveaux local et régional et, d'autre part, en se penchant sur les pratiques et l'existence concrète des groupes de femmes étudiés.

Du point de vue de la recherche féministe, cette étude vise également à introduire une vision développementale dans l'analyse des groupes de femmes locaux. Telle que nous la concevons, cette recherche a aussi une dimension active et pourra mettre au jour un enjeu nouveau: celui de situer le développement social dans la problématique des groupes de femmes de la région.

2. PRINCIPAUX AXES DE LA RECHERCHE

Notre projet comprend trois axes principaux de recherche: la place des femmes dans la réalité du développement dominant, les impacts du développement régional sur les femmes, les pratiques actuelles d'autodéveloppement des groupes de femmes. Dans la présente section, nous

présenterons brièvement les deux premiers axes. Quant au troisième, sur lequel nous avons concentré nos efforts, il servira de fil conducteur à la réflexion présentée dans cette note de recherche.

2.1. LA PLACE DU TRAVAIL DES FEMMES DANS LA RÉALITÉ DU DÉVELOPPEMENT DOMINANT

Les femmes n'ont que peu de place dans les politiques actuelles de développement régional. Elles sont quasi-absentes des instances où s'élaborent ces politiques, ceci étant une des dimensions de leur difficulté d'accession aux lieux de prise de décision. Par ailleurs, au Québec du moins, la fraction organisée du mouvement des femmes commence à peine à s'ouvrir aux enjeux d'une intervention plus concertée sur la scène régionale.

Les femmes sont également absentes comme objet des politiques de développement. Celles-ci ne s'adressent jamais spécifiquement à elles, méconnaissent les caractéristiques de leur condition économique et ignorent leurs besoins particuliers en services issus d'une double allégeance au travail domestique et au travail salarié⁴.

Par ailleurs l'intégration, même explicite, des femmes dans des politiques de développement centrées sur *l'entreprise* ne sert pas nécessairement leurs intérêts. Certaines auteures⁵ offrent un exemple de la façon dont l'Etat britannique a utilisé la présence de larges bassins de force de travail féminine non-qualifiée et sans expérience du marché du travail pour attirer les entreprises détenant les clés de la restructuration industrielle de régions en dépression. Des emplois pour les femmes, certes, mais des emplois à temps partiel, faiblement salariés, peu protégés et sans politiques touchant la garde d'enfants ou le transport nécessaire à leur occupation.

Cependant, le développement des régions ne se limite pas à l'effet des seules politiques étatiques mais relève d'une dynamique sociale globale, capitaliste et patriarcale. L'insertion des femmes dans cette dynamique (et donc dans le développement des régions) a surtout été étudiée sous l'angle du travail des femmes.

En effet, des géographes britanniques ont tenté de comprendre la relation entre le "genre" (la définition sociale du sexe) et la structure économique des ensembles régionaux. Elles ont montré que les emplois féminins et masculins sont répartis inégalement entre les territoires, que les taux d'activité varient ainsi que les types d'emplois occupés. Le développement de certaines régions, lorsqu'il

repose sur la production des matières premières ou sur l'industrie lourde, s'est effectué à travers l'utilisation d'une main-d'oeuvre majoritairement masculine. Dans des conjonctures de bas salaires ou de récession, les femmes contribuent, par une intensification de leur production domestique, à la survie des ménages, voire des collectivités locales elles-mêmes. Dans d'autres régions anglaises, il semble que jusqu'ici la restructuration des économies régionales s'appuie surtout sur la création d'emplois féminins, exploitant par leurs caractéristiques la vulnérabilité des femmes dans leur rapport au salariat.

Comme ailleurs, le marché du travail canadien est traversé par une division sociale/sexuelle du travail. Cette division s'exprime et est visible à travers la répartition des différentes activités économiques sur le territoire. Dans ce sens, il serait intéressant de voir comment, chez nous, l'intégration ou la non-intégration des femmes au travail salarié sont liées aux particularités du développement économique des régions et aux diverses solutions proposées à la "crise" des régions plus périphériques.

Mais le *travail des femmes* ne se limite pas à leur seul travail salarié. Nous croyons qu'il est plus juste de l'entendre comme l'ensemble du travail effectué par les femmes dans les secteurs dits "formels" et "informels" de l'économie⁶. Au secteur formel se rattache la place des femmes dans le marché du travail, par exemple comme salariées, mais aussi comme travailleuses autonomes, entrepreneures ou coopérantes. Le secteur informel, quant à lui, comprend tout le reste de la production sociale assurée par les femmes et qui ne trouve pas sa reconnaissance dans le travail salarié, comme entre autres, le travail au noir, le travail des femmes collaboratrices et le travail bénévole. Mackenzie⁷ fournit un exemple éloquent de la vitalité et de l'importance, dans la survie et la réorganisation des communautés, de ces autres champs dévalorisés du secteur informel que sont les réseaux d'entraide, l'échange mutuel et le travail domestique.

Il nous semble particulièrement important de se pencher sur ce secteur informel, spécialement dans des conjonctures régionales-territoriales marquées par un faible taux d'activité féminine, comme par exemple dans les régions périphériques telles le Saguenay—Lac-Saint-Jean. Car l'absence relative des femmes sur le marché du travail masque leur contribution sociale effective dans les autres dimensions de l'économie régionale⁸. A ce propos, Pahl et Urry suggèrent que l'ampleur relative prise par les secteurs formels et informels et leurs caractéristiques doivent être considérées en fonction des particularités des conjonctures régionales. Il est alors pertinent de penser qu'il existe une logique

spécifique à l'organisation concrète de la production sociale des femmes, qui se révélera différente selon la région considérée.

2.2. LES IMPACTS DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SUR LES FEMMES

L'état général de la réflexion sur cette question est encore fragmentaire et nous ne pouvons pas présenter de façon détaillée les impacts du développement régional sur les conditions de vie et de travail des femmes. Cependant, les travaux effectués par quelques chercheuses peuvent nous permettre d'identifier des pistes probables qui, toutes, confirment que l'effet du développement est *gender-specific*.

En étudiant les communautés rurales des provinces maritimes, Davis (1981) et Connelly et Macdonald (1983) ont noté que pendant les soixante dernières années, les femmes se sont intégrées massivement au salariat. Cette prolétarianisation, qui s'est produite dans un très faible éventail d'emplois, a renforcé la dépendance économique des femmes face au marché du travail. Parallèlement, l'impossibilité pour elles de continuer l'autoproduction domestique augmente leur dépendance par rapport aux circuits commerciaux de distribution. Il résulte de ces changements une *érosion* du statut social des femmes, devenues de simples salariées à temps partiel. Leur contribution à l'économie familiale et communautaire a perdu sa visibilité et leur double appartenance (à la sphère domestique et à la sphère publique/ marchande) leur a imposé une double journée de travail, sans que cela ait été socialement reconnu. Winkler⁹ a relevé d'autres traits qui vont dans le même sens, en insistant surtout sur la *précarité* du travail des femmes, reléguées au rang de force de travail peu coûteuse, mobile et malléable. Les femmes sont ainsi condamnées à la "pauvreté alternante", passages incessants du chômage au travail temporaire qui les relèquent à une situation marginale.

Lewis et Foord, ainsi que Hudson¹⁰ ont bien vu que cela oblige les femmes à développer individuellement des stratégies pour parvenir à s'intégrer au marché du travail, le plus souvent en termes de garde d'enfants, de transport et d'intensification du travail domestique. Une autre stratégie d'importance est celle du choix, précisément, d'un travail précaire à temps partiel ou à domicile, devant l'impossibilité d'une diminution du temps domestique.

2.3. LES PRATIQUES ACTUELLES D'AUTODÉVELOPPEMENT DES GROUPES DE FEMMES

Le concept d'autodéveloppement origine en partie des théories radicales du développement international qui cherchaient à s'opposer à celles qui prônaient un développement dépendant. Il a maintenant cours également dans les théories du développement régional. Au Québec, les chercheur-e-s du Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales (UQAC) et du Groupe de Recherche Interdisciplinaire en Développement de l'Est du Québec (UQAR) se sont penché-e-s sur ces efforts populaires, communautaires et écologistes visant un développement auto-initié, autodirigé par les groupes sociaux considérés et autocentré sur les besoins et intérêts de ces groupes.

Nous envisageons cet axe "autodéveloppemental" sous trois angles complémentaires. Le premier considère les pratiques d'autodéveloppement du mouvement des femmes à partir de l'étude de groupes locaux. Le second aborde la question au plan régional, principalement telle qu'elle se manifeste dans les regroupements et tables de concertation des groupes de femmes. Enfin, le troisième vise à une analyse globale, pour dégager les traits communs et les particularités de ces pratiques chez les groupes de femmes de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Nous postulons donc que loin d'être de simples spectatrices soumises au modèle dominant de développement régional capitaliste et patriarcal, les femmes comme groupe créent et produisent des actions et des discours positifs sur le développement, sur un développement autre, moins axé sur l'économique et plus près des ramifications du tissu social, des réseaux, du communautaire. C'est l'univers de ces pratiques que nous nous proposons d'explorer: les actions et les groupes, les discours et les ressources qui les soutiennent.

Il nous semble pertinent, avant d'aborder les pratiques d'autodéveloppement elles-mêmes, de nous arrêter sur un concept central de notre recherche: celui de développement, sans oublier que "développement" peut aussi signifier, selon les régions, déclin et restructuration.

3. LE CONCEPT DE DÉVELOPPEMENT

Au Canada et dans les autres pays industrialisés, les collectivités locales et régionales sont actuellement éprouvées par une crise profonde des modèles dominants de développement.

Les diverses politiques étatiques de développement se sont montrées impuissantes à contrer la croissance des inégalités régionales. C'est pourquoi la restructuration économique et sociale des interventions en matière de développement est un débat et un enjeu d'actualité. De plus en plus, les stratégies proposées convergent vers une nouvelle centralité du local et du régional. Elles revêtent plusieurs visages et impliquent, il faut le voir, différentes conséquences, selon que l'on mise sur le redéploiement industriel, sur une recapitalisation du local ou sur la mise en oeuvre de modèles alternatifs de développement¹¹.

En opposition à une compréhension basée sur la seule rentabilisation capitaliste des potentialités du territoire par les entreprises et par l'Etat, un courant de recherches plus progressiste nous propose de saisir le développement des localités et des régions comme un processus dynamique où s'affrontent les intérêts, les groupes sociaux et les différentes façons de concevoir le développement. Dans cette perspective, les mouvements sociaux et régionaux sont apparus à plusieurs comme les agents privilégiés d'innovation et de production d'un développement "autre", qui délaisse enfin la quête du profit pour s'orienter davantage vers la satisfaction des besoins humains des collectivités.

Il devient alors possible de déceler, à travers les symptômes de la crise et les faillites du paradigme dominant, l'apparition d'éléments constitutifs de modèles dits "alternatifs". C'est ainsi que sur la base des actions et projets de groupes populaires, d'organisations écologistes, de regroupements communautaires et de coalitions d'intérêts locaux, on peut constater l'émergence d'un développement "par la base", "autocentré", "autodépendant", "durable", etc.¹². La majorité de ces contre-modèles ne se situe cependant pas d'un point de vue féministe. Bien peu a été dit jusqu'ici de la contribution des femmes à ces projets alternatifs, sinon quelques compte rendu d'expériences "féminines" en *community development*¹³. Règle générale, la reconnaissance du mouvement des femmes comme mouvement social producteur de discours et de pratiques originales de développement n'est pas acquise.

On voit donc que, malgré leurs velléités totalisantes, les théorisations actuelles du développement régional ne sont que *partielles* à plusieurs égards (économistes, étatistes), et *partiales*, car elles n'expriment en définitive qu'un point de vue socialement mâle. Face à elles, nous proposons une nouvelle lecture dont l'apport premier est de rendre visible la présence des femmes dans la dynamique du développement des régions et des collectivités locales. Cette relecture implique, pour nous, l'adoption d'une conception plus holistique du développement, qui réintègre l'importance du social et

du politique et tente de rendre compte de la complexité de l'expérience des femmes. Elle implique également que c'est "du point de vue des femmes" que se situe la production de notre discours théorique et de nos connaissances empiriques sur le développement régional.

Rappelons que les recherches sur les femmes et le développement sont apparues tout d'abord dans le champ du développement international. D'apparition plutôt récente¹⁴, ce domaine de recherche a bientôt pris une ampleur considérable. Les réflexions qui en sont issues constituent un premier apport à notre compréhension de la relation entre femmes et développement dans les pays industrialisés. Sans nier l'importance des différences entre la condition des femmes du Nord et celles du Sud, nous retiendrons ici quelques éléments susceptibles de faire le point et d'orienter notre problématique.

La critique féministe des principales stratégies d'intervention en matière de développement international — *trickle-down approach and basic needs strategy* — a fait apparaître la faillite de ces modèles de développement en ce qui concerne la situation des femmes. La non-intégration de celles-ci dans les priorités et les projets de développement a, sur leurs conditions de vie, une série d'impacts négatifs, allant de la détérioration de leur condition économique jusqu'au renforcement des rapports de domination hommes/femmes par la dépendance nouvelle qu'elle instaure¹⁵. Bref, les modèles de développement ne sont pas neutres lorsqu'il s'agit des femmes, et leurs conséquences non plus. C'est que les stratégies et modèles de développement international s'insèrent dans un ensemble structurel dont ils sont le support plutôt que la remise en question.

Pour les chercheuses "tiers-mondistes", le développement revêt non seulement un caractère capitaliste, ce que nous savions déjà, mais il est aussi fondamentalement patriarcal¹⁶. Cette double dimension doit être intégrée dans la théorie et dans l'action. Sous la poussée des mouvements de femmes du "Tiers-Monde", de nouvelles pratiques de développement apparaissent, plus sensibles à la perspective des femmes. Mouvements de base autodirigés par les femmes, ils sont orientés en fonction de leurs besoins spécifiques. Ils s'attachent à redéfinir les modèles de production, mais aussi l'éducation, la santé et le rapport au politique dans une vision alternative où l'autonomisation grandissante des femmes est vue comme inséparable des efforts de développement¹⁷. Ces pratiques constituent l'émergence d'un véritable autodéveloppement, pensé et agi du point de vue des femmes et par elles.

En développement international, la critique féministe des modèles dominants a donc permis de mettre en lumière que le modèle capitaliste de développement est *gender-specific*: il réserve aux femmes une place particulière.

Ses modalités varient suivant les lieux car, que ce soit au niveau international, au niveau des régions ou au niveau local, l'organisation du capitalisme accuse un développement inégal. En d'autres termes, il existe une spatialité du développement économique et social du capitalisme et, de même que le monde réel est fait d'ensembles territoriaux qui se différencient économiquement, socialement, politiquement, de même, on peut dire qu'il existe une spatialité de l'expérience des femmes, liée aux variations locales de l'état des rapports patriarcaux et à la dynamique globale du développement des régions.

La définition de ce qu'il faut entendre par "développement" est chose ardue, car elle réfère à des choix politiques et éthiques complexes et lourds d'implications pour la société. Cela explique sans doute partiellement pourquoi la plupart des chercheur-e-s s'intéressant au domaine ont une nette tendance à éviter la question et à se rabattre, sans trop s'impliquer, sur le sens commun.

Comprendre ce dont il est question lorsque tout le monde parle de développement n'est pas si simple: le terme ne vient jamais seul. Il s'accompagne d'une pléthore de qualificatifs — local, alternatif, industriel, autocentré, etc. — et il possède de puissantes connotations, telles la modernisation, la hausse du niveau de vie, le progrès. On ne peut être "contre" lui, tout comme on ne peut être contre la vertu. Mais en même temps, on ne s'accorde guère sur l'aspect qu'il doit prendre.

Il semble que la plupart des conceptions attachées au terme de développement soient, en fait, politiques. Elles légitiment des priorités et un type particulier de développement — liés à certains intérêts de la société, — en les dissimulant derrière des énoncés à consonance universelle. Les diverses définitions du développement qu'on peut lire dans les déclarations des intellectuel-le-s ou des agentes sociaux seront donc comprises comme des énoncés politico-idéologiques orientés selon les intérêts des groupes qui les formulent et les portent. Cela peut servir de clé pour le décodage de certaines affirmations, par exemple: "le développement économique entraîne le bien-être de toutes et de tous".

Le développement est souvent défini selon le *secteur d'intervention*: développement économique, développement industriel, ou encore développement social. Pour ce qui est des deux premiers, la

définition dominante trahit clairement les intérêts de classes et, sans doute, de sexe qui tentent de s'y camoufler. On doit cependant noter que la question n'est pas si simple, car les femmes peuvent aussi faire du développement économique. De même, les groupes écologistes ou populaires-régionaux peuvent faire porter leurs actions de développement dans ce champ, voire même dans celui de l'industrie (de la dépollution, de la récupération, etc.). Seule la notion de "développement social" semble moins immédiatement investie par un groupe social clairement identifié.

D'autres traiteront du développement à travers sa "territorialité": développement international, national, régional ou local. Ces adjectifs accolés au terme de développement ne présument pas *a priori* du caractère de ce développement, qui pourra être capitaliste — comme le veulent les campagnes actuelles de promotion de *l'entrepreneurship* — ou plus communautaire, par exemple s'il est fondé sur des organisations coopératives. Ils sont cependant utiles, car ils renvoient soit à des niveaux d'analyse des processus de développement, soit à des niveaux d'alliances de classe effectuées sur la base d'une revalorisation du local ou du régional (c'est là sans doute le sens profond de l'expression *community development*).

Dès lors que l'on entend par développement l'ensemble des modalités et des finalités d'utilisation des ressources collectives d'une société¹⁸, on comprend qu'il devienne l'enjeu d'un affrontement entre les diverses forces sociales. L'amélioration des conditions d'existence, qui est la résultante souhaitée de tout processus de développement, n'a de signification sociologique en autant qu'elle nous permet d'identifier les acteurs sociaux dont les intérêts particuliers guident et orientent l'action. Or on sait que les intérêts d'un groupe, d'une classe, d'un mouvement social servent rarement les intérêts de toutes et tous au même titre. Les modèles, ou du moins les "idéologies concrètes" de développement, sont donc multiples, bien que certains dominent.

4. LES PRATIQUES D'AUTODÉVELOPPEMENT DES FEMMES

Comme nous l'avons vu, des recherches récentes commencent toutefois à mettre en lumière le rôle actif des femmes aux niveaux local et régional dans la production d'un développement *autre*, centré sur les besoins objectifs des femmes.

Une meilleure compréhension du rôle des femmes dans la constitution d'un modèle alternatif et viable de développement passe très certainement par l'étude des pratiques concrètes des groupes de

femmes au niveau local et régional¹⁹. En effet, plusieurs initiatives de développement économique communautaire mises sur pied par des organisations de femmes ont pu être recensées au Canada.

Par exemple, Christiansen-Ruffman (1978) fait ressortir l'implication des femmes et de leurs organisations dans la mise sur pied d'entreprises locales de développement communautaire dans le détroit de Belle-Isle, au Labrador.

"(...) they have been involved with major development projects such as the regional greenhouse which is being run by women. (...) in 1978, half of the applications for Canada Works, the most current of the Canadian Government's short-term employment creation projects, were "women's projects" from "women's organizations"²⁰.

La Colombie-Britannique compte plusieurs projets de cette sorte: "Entre Nous Femmes Housing Society" (logement à prix modique pour familles monoparentales), "Emma's Jambrosia" (manufacture de confitures), "Wild West Organic Harvest Cooperative" (une coopérative, le plus grand distributeur canadien de fruits et légumes "biologiques"), une entreprise de production agricole, une pépinière, un restaurant²¹. Ce sont des projets dont les objectifs de développement sont plus larges que strictement économiques (la rentabilité, le profit). A des degrés divers, ces entreprises ont toutes en commun de:

- Δ créer de l'emploi stable pour les femmes;
- Δ garder le capital local dans la communauté;
- Δ fournir des services ou des produits importants pour la communauté locale (ou régionale);
- Δ se préoccuper d'une gestion saine de l'environnement (développement durable des ressources environnementales locales)²².

De plus, ces projets établissent des infrastructures pour permettre aux femmes de développer leur force économique, leurs habiletés, leurs compétences (*processus d'empowerment*)²³.

De nombreux autres exemples, canadiens et américains, d'entreprises de développement communautaire alternatives conçues, initiées ou gérées par des collectifs ou des coopératives de femmes sont rapportés dans les publications spécialisées, depuis le milieu des années quatre-vingt²⁴.

A l'examen, il ressort de ces initiatives un modèle particulier de développement économique communautaire, à l'image des priorités et de l'idéologie commune véhiculée par les groupes et organisations de femmes dans notre société. On y comprend aussi que la contribution des groupes de femmes au développement des localités et des régions ne se limite pas qu'au développement économique au sens strict. Elle comprend des dimensions de développement social, de développement durable des ressources, ainsi que d'un développement auto-dépendant (*self-dependant*), c'est-à-dire basé sur les ressources, les compétences et les marchés locaux.

Cependant, les interventions de ce genre demeurent rares parmi les groupes et organisations de femmes, particulièrement au Québec. Les groupes de femmes y sont très nombreux et actifs, mais leurs actions portent plus généralement sur des dimensions liées au développement social des collectivités. Ce sont ces pratiques d'autodéveloppement "dans le champ du social" que nous avons choisi d'investiguer.

C'est ainsi que pour les fins de notre recherche, nous identifions comme pratiques d'autodéveloppement: toute action, initiée par un groupe composé uniquement de femmes, et ayant comme objectif l'amélioration ou la transformation des conditions de vie des femmes, principalement (mais non exclusivement) à travers:

- Δ l'organisation des femmes: la création de groupes, d'organisations, de regroupements, de coalitions, d'institutions;
- Δ les services aux femmes: la mise sur pied et l'offre de services par et pour les femmes;
- Δ l'éducation des femmes: les activités dirigées vers l'accroissement des capacités d'autodétermination des femmes par la formation, l'information, la conscientisation (*consciousness-raising*), etc.;
- Δ le renforcement des solidarités: l'extension et l'activation des réseaux locaux et régionaux, provinciaux, nationaux et internationaux.

Rappelons qu'il s'agit d'un développement qui est d'abord social, bien qu'il puisse inclure des aspects économiques. Nos propres recherches sur le terrain nous ont montré que ces pratiques existent de façon très interreliée dans l'action quotidienne des groupes de femmes.

Ceux-ci constituent souvent une part de ce que l'on identifie comme les "ressources alternatives" dans les champs de l'éducation, de la santé et des services sociaux²⁵.

Nous savons également que dans leur action, les groupes de femmes ont tenté de redéfinir politiquement et pratiquement ce que sont "les besoins des femmes" dans le champ social. Cela a émergé à travers l'expérimentation de nouvelles approches comme la conscientisation (*consciousness-raising*), l'autosanté, l'entraide, la déprofessionnalisation, l'intervention féministe²⁶.

Retenons aussi de l'étude de Ouellette (1986) que les groupes de femmes combinent la production de services "par et pour les femmes", l'investissement du champ de l'action politique, la conscientisation et l'éducation des femmes dans leur collectivité. Ils/elles s'inscrivent dans un **autre type de logique**, celle de l'autonomisation de toute une catégorie de population — les femmes — par le développement de leurs capacités dans une perspective de changement social.

Ces groupes interviennent donc, souvent simultanément, sur plusieurs plans de la vie des femmes. L'idéologie féministe encourage en effet une démarche holistique, d'où une production souvent plurielle d'actions diverses par un même groupe. Parmi celles-ci, on retrouve celles que, justement, nous avons précédemment identifiées à titre de pratiques de développement social. Auto-organisées, auto-initiées, autodirigées, et autocentrées sur les besoins des femmes comme groupe social, les actions de ces groupes relèvent d'une expérimentation sociale globale. Il nous semble juste de les considérer comme constitutives d'un processus d'autodéveloppement compris dans une perspective générale de développement social. En cela réside l'originalité de cette recherche et la pertinence de son approche.

5. LES QUESTIONS DE RECHERCHE

Avant de présenter les grandes questions qui guident notre recherche, il nous semble pertinent d'identifier brièvement ses principaux objectifs. Ils sont de :

- Δ Décrire les pratiques d'autodéveloppement des groupes de femmes oeuvrant sur le territoire du Saguenay—Lac-Saint-Jean.
 - Δ Dégager ce qui caractérise ce développement comme "autre" et/ou innovateur.
 - Δ Évaluer l'apport de ces pratiques d'autodéveloppement au bien-être des femmes et de l'ensemble des collectivités locales et régionales.
 - Δ Dégager les conditions nécessaires à la viabilité de ce développement dans ses dimensions organisationnelles, financières et politiques.
 - Δ Contribuer à la production de connaissances et à la prise de conscience de l'aspect développemental de l'action des groupes de femmes.
-

Comment atteindre ces objectifs? Cela peut se faire autour de quelques interrogations fondamentales qui, en partie, originent de nos préoccupations théoriques et, pour une autre part, ressortent des premières données empiriques que nous avons colligées. L'activité quotidienne des groupes nous semble plus susceptible de se révéler instructive sur ce qui compose la réalité des pratiques d'autodéveloppement des femmes. Ainsi, de façon très concrète, nous nous demandons ce que font les groupes de femmes, comment ils s'assurent des ressources nécessaires à leur existence et à leurs actions et, enfin, quelles en sont les conséquences sur la collectivité locale et régionale dans laquelle les groupes de femmes sont insérés.

La première de nos questions de recherche touche aux aspects organisationnels de l'action des groupes. Il est surprenant de constater combien elle a peu retenu l'attention. Trop souvent, on se contente des *outputs* des groupes, sans s'attarder à remarquer que les moyens de l'action font partie intégrante de l'activité des actrices. Une courte conversation avec celles-ci amène vite des réflexions sur les difficultés financières, sur l'horaire surchargé, sur les risques de *burn-out*, etc., autant d'aspects qui démontrent l'importance, pour les militantes, des dimensions organisationnelles.

Les groupes de femmes mettent sur pied des organismes qui sont aussi un lieu d'expression des femmes, une occasion pour elles de se rencontrer, de partager leurs expériences et leurs analyses, de

développer une solidarité, bref, de se constituer comme un groupe réel et ainsi de dépasser le rang de simple catégorie sociale. Ces organisations offrent, du même coup, la possibilité de mettre sur pied et de rendre visibles des formes collectives de solution à des problèmes eux aussi collectifs. Qui plus est, le mode de structuration interne de ces groupes est très souvent original en ce qu'il tente d'éviter les impasses des organisations hiérarchiques et autoritaires. Le plus connu et sans doute le plus novateur de ces types de fonctionnement est probablement celui de la "collective", dont un des buts est une articulation plus étroite et plus harmonieuse de ce qui est propre aux personnes et ce qui relève du groupe, sans que les premières aient à abandonner leur autonomie et leur particularité²⁷.

De tels efforts organisationnels montrent que là, comme ailleurs, le moyen fait partie de la solution. Ici, cela pourrait s'appeler la constitution d'un réseau de femmes et l'organisation d'une communauté. En s'intéressant à l'aspect organisationnel, on ne peut se limiter à l'étude de l'organigramme; il faut plutôt mettre au jour la charpente réelle de la production de l'action sociale.

Mais, aussi importante soit-elle, la mise sur pied d'un groupe ne saurait être le seul objet de notre questionnement. Nous considérons en effet le mouvement des femmes non sous son seul angle expressif, mais sous celui de son impact sur le développement des femmes, par et pour elles. Nous ne pouvons donc négliger de considérer les actions publiques menées par les groupes, ce qui constitue notre deuxième question de recherche.

Par exemple, faire antichambre pour rencontrer un personnage politique n'est pas la même chose que mettre sur pied une campagne de presse. Demander à l'Etat d'offrir des services de garderie ne présente pas les mêmes difficultés que d'organiser soi-même ce service, et n'aura pas les mêmes conséquences. Il ne s'agit pas ici de savoir si telle action est meilleure qu'une autre. Il s'agit simplement de relever que le type d'action mené est révélateur non seulement de l'idéologie du groupe, mais aussi de l'impact qu'ont, sur lui, la conjoncture et le contexte.

Les actions du groupe peuvent être envisagées à un second niveau, tout aussi important, celui du champ d'intervention des groupes. L'intérêt de cette question est suffisamment évident pour qu'on n'ait pas besoin de la justifier longuement. Si l'existence de groupes peut être considérée en elle-même comme un impact du mouvement des femmes sur la région, il est clair que le rapport des pratiques d'autodéveloppement au développement sera d'abord perceptible dans les actions menées par le groupe pour influencer son environnement. Il faut donc se demander quels sont les projets des

groupes, en quoi consistent leurs activités, leurs réalisations, les services qu'ils offrent, etc. De ces actions se dégagent les priorités et les enjeux du développement en fonction des besoins et des aspirations des femmes.

La troisième question de recherche découle logiquement des deux précédentes. Après avoir considéré ce que fait le groupe et comment il le fait, on doit se demander pourquoi il le fait.

Les groupes sociaux ne se bornent pas à répondre aux stimuli qu'ils reçoivent, car l'action sociale n'est pas explicable par le seul jeu des contraintes subies. On doit donc s'interroger sur les **motivations** qui accompagnent l'action. En plus d'indiquer quelle est l'idéologie portée par le groupe, cela permet d'analyser les stratégies qu'il développe pour avoir prise sur son environnement. Il devrait en effet être évident que ces interventions sont informées par la façon dont les groupes interprètent la réalité. Cette "définition de la situation" aura donc un impact certain sur les antécédents et les conséquents des pratiques d'autodéveloppement des groupes de femmes de la région. Cela rend possible l'évaluation du poids relatif des diverses contraintes vécues par le groupe ce qui, par exemple, permet de connaître ses priorités.

Compte tenu de l'importance que nous avons accordée au développement des collectivités locales/régionales, il est clair que l'**ancrage social du groupe** doit constituer une question de recherche. Elle peut se poser de plusieurs façons. D'une part, le mouvement des femmes a d'abord porté ses enjeux à l'échelle nationale, car c'est à ce niveau que se trouvaient ses principales organisations. Il est donc essentiel, lorsqu'on s'intéresse à des groupes locaux, de connaître leurs liens avec les organisations de plus vaste envergure. Font-ils partie de regroupements nationaux? Quel type d'appui leur donnent ces organisations? Quelle circulation des personnes, des idées, des ressources, des enjeux peut-on déceler entre les paliers? Autant de questions qui alimentent notre réflexion.

D'autre part, la question de l'ancrage au niveau régional est évidemment capitale. Les groupes que nous étudions étant, le plus souvent, relativement isolés dans leur communauté locale, ils ont un pressant besoin de se sentir épaulés. Les contacts entre groupes de femmes à l'échelle de la région comptent donc pour beaucoup dans les appuis qu'ils mobilisent. Existe-t-il un réseau des groupes? Quel type d'enjeux y débat-on? Quelle organisation du pouvoir peut-on y déceler? Quelles

solidarités? Existe-t-il un niveau proprement régional d'organisation ou n'est-il que la somme des groupes locaux?

Enfin, la question du rapport des groupes à la communauté locale sollicite notre attention, car les groupes ne sont pas fermés sur eux-mêmes et ne peuvent pas l'être. Pour se constituer et se reproduire, ils entretiennent évidemment des liens avec le milieu social environnant, que ce soit pour le solliciter, pour faire pression sur lui ou, tout simplement, parce que le service offert est disponible à toute la communauté (c'est le cas, par exemple, d'une garderie). Il apparaît donc que les actions des groupes de femmes permettent à la population locale de développer son tissu social, de renforcer son armature interne, d'établir de nouveaux lieux de convergence et de nouveaux circuits de communication.

Bref, l'étude de l'ancrage du groupe est l'occasion non seulement de considérer les diverses façons de mobiliser des ressources, mais aussi de nous permettre d'entrevoir comment se mettent sur pied de nouveaux rapports d'alliance aptes à supporter les actions des groupes de femmes au sein des collectivités.

L'étude des **conséquences** des actions des groupes est une cinquième question de recherche particulièrement importante. Cela est assez évident lorsqu'on parle de développement. Ajoutons qu'il faut considérer les conséquences des actions non seulement sur les femmes, mais aussi sur l'ensemble de la communauté locale.

Enfin, pour notre dernière question de recherche, nous nous demandons dans quelle mesure et selon quelles modalités chaque groupe participe à une **redéfinition** de ce que sont les "besoins des femmes" et des façons de les satisfaire. En effet, les actions, leurs caractéristiques et leur champ d'intervention, l'origine de la demande d'action, la relation avec la clientèle se distinguent de celles qui sont avancées ou soutenues par l'appareil d'Etat et par la pratique de ses institutions. On peut ici s'attendre à ce que soient pertinents les couples holistique/ catégoriel, participation/expertise, égalitaire/hierarchique et autonomie/ dépendance ²⁸.

Pour répondre à ces six questions, nous nous sommes inspirées de la théorie de la mobilisation des ressources²⁹. Elle est un des principaux outils méthodologiques utilisé actuellement dans l'étude empirique des mouvements sociaux. Elle fournit un cadre permettant de saisir la matérialité d'un

mouvement social à travers l'étude des organisations qui l'animent. L'intérêt de cette théorie tient à sa capacité à relier conceptuellement la structure interne du groupe étudié, son articulation à son environnement social et sa capacité à agir, que ce soit en faisant pression sur les autorités ou en satisfaisant certains des besoins de ses membres. Tout cela concerne les dimensions objectives autant que subjectives, tangibles autant qu'intangibles. Il est bien entendu qu'il s'agit d'une théorie à portée moyenne, dont la valeur principale consiste à permettre d'établir des liens entre les cadres explicatifs et le matériau empirique³⁰.

À partir du constat que toute action sociale impose des "coûts" (humains, intellectuels, temporels, financiers, etc.) et exige des moyens, on appelle ressources ce qui peut servir à l'action collective, ce dernier terme incluant le maintien de l'organisation. La notion de mobilisation désignera le processus d'établissement du contrôle collectif sur ces ressources, dont l'origine peut être multiple: sympathisants, bénéficiaires, institutions, etc. Il faut cependant noter que bien qu'elles soient relativement substituables, les diverses ressources n'ont pas toutes la même souplesse ni la même versatilité. On peut s'attendre à ce que l'argent et, surtout, les personnes soient les principales ressources disponibles pour les organisations d'un mouvement social. Cette approche nous oriente donc vers une observation de l'activité quotidienne des groupes de femmes impliquant les éléments suivants:

- Δ la structure interne du groupe;
- Δ les ressources (financières, humaines, matérielles, informationnelles ou intellectuelles);
- Δ les acteur-e-s en présence;
- Δ les rapports entre acteur-e-s (réseaux et alliances);
- Δ les actions menées;
- Δ les contraintes objectives et subjectives à l'action;
- Δ l'identité collective (idéologie).

De toute réflexion théorique découle une approche méthodologique. C'est à ce volet que nous nous attardons dans les pages suivantes.

DEUXIÈME PARTIE: LES ORIENTATIONS MÉTHODOLOGIQUES³¹

C'est en posant clairement ce que vise la recherche qu'il devient possible de définir le champ méthodologique. On l'a dit, c'est l'étude de certains types de pratiques des groupes de femmes qui nous intéresse, pratiques que nous avons identifiées comme "pratiques d'autodéveloppement". Il s'agit d'analyser pourquoi et comment ces pratiques s'instaurent et assurent, éventuellement, un développement autonome et innovateur. Cela implique qu'il faut décrire et analyser les groupes des femmes eux-mêmes: leur organisation, leur fonctionnement, leur idéologie, leurs ressources et leurs façons d'aller chercher des collaborations dans le milieu.

Bref, l'objet unique devient multiple, et cette multiplication des dimensions à couvrir ne peut qu'avoir des conséquences sur nos choix méthodologiques. Et cela d'autant plus que l'état actuel des recherches sur les groupes de femmes ne nous permet pas de disposer de beaucoup d'acquis en termes de connaissances préalables sur le sujet, particulièrement en ce qui touche la situation des groupes de femmes en région.

Le problème qui se pose maintenant a trait au choix méthodologique pour analyser les pratiques des groupes. Compte tenu du peu de recherches préalables faites sur les groupes de femmes, nous devons procéder de façon prudente et exploratoire et nous centrer sur un objet qui puisse être aisément circonscrit. De plus, la perspective féministe à laquelle nous nous identifions exige une grande souplesse et le contact permanent avec l'objet. En effet, l'émergence et le développement de la recherche féministe interrogent les paradigmes d'une science qui se définit comme "neutre" et "objective".

Par ailleurs, la réflexion contemporaine³² en épistémologie des sciences et tout particulièrement des sciences humaines³³ remet en question la validité des modes traditionnels de production de connaissances, principalement lorsque l'objet étudié est lui-même un sujet connaissant et donc, inévitablement, social et historique. Ainsi on récuse, de plus en plus, l'idée "d'objectivité" d'un objet scientifique qui aurait évacué complètement le sujet connaissant et on reconnaît un sujet avec son intentionnalité, sa réflexivité, son historicité, lui-même créateur des significations, des savoirs et des valeurs.

Cohérentes avec ce point de vue épistémologique, nous devions choisir une méthodologie de recherche qui minimise la distance entre nous et le sujet à l'étude, une méthodologie qui donne la parole aux femmes — les actrices impliquées — et qui reconnaisse du même coup le savoir construit par ces actrices sociales. En ce sens, notre démarche de recherche vise à aider les femmes à s'approprier collectivement les moyens d'orienter le changement social selon leurs propres intérêts. C'est ainsi que nous caractérisons notre recherche comme une démarche de connaissance **sur**, **avec** et **pour** les femmes. En l'occurrence, c'est dans cette perspective que nous avons procédé à notre choix méthodologique: l'étude de cas.

Cette méthode jouit d'une longue histoire. Nombreuses et variées ont été les réflexions sur cette méthodologie et faire état des principaux éléments qui ont marqué son utilisation en sciences sociales dépasserait largement le cadre de ce texte. Notons cependant qu'elle vise à saisir l'objet de recherche dans sa singularité et son exemplarité plutôt que dans sa représentativité. Vouloir analyser les pratiques d'auto-développement des groupes de femmes en région oblige alors à les sélectionner, à opter pour certains et à en rejeter d'autres. Nous nous sommes intéressées aux groupes dynamiques présentant un éventail de pratiques plutôt qu'à des groupes "typiques". Trois groupes ont été retenus: un du Saguenay, les deux autres du Lac-Saint-Jean. Ils ont été choisis après une brève enquête au cours de laquelle nous avons rencontré des informatrices-clés ayant une bonne connaissance du milieu.

Nous avons aussi tenu à étudier "nos" cas d'une façon qui comble ce qui nous semblait une zone d'inconnaissance grave dans les recherches sur le mouvement des femmes, car nous n'avons que fort peu d'information sur le **quotidien** de leur travail. La plupart des recherches se limitent à ce qu'on pourrait appeler l'histoire idéologique du mouvement. Sans négliger la dimension du discours réfléchi, il nous semblait qu'elle ne pouvait être comprise que replacée dans "les travaux et les jours" qui lui donnent son assise. Autrement dit, l'étude des cas s'est faite **sur le terrain**. Cela nous a permis de faire l'économie d'une hypothèse préalable. En procédant ainsi, nous nous sommes efforcées de "laisser parler le terrain" le plus possible, en minimisant les filtres autant que faire se peut.

Sur le terrain, il fallait étudier chaque groupe de façon individuelle, en fonction de son histoire, de sa structure interne, des interactions sociales qui s'y manifestent, des interrelations que le groupe maintient avec le milieu, bref, en fonction de sa propre dynamique. Notre démarche méthodologique devait donc faire place à une conjonction de techniques pour cueillir les informations pertinentes. On

voulait connaître l'histoire des groupes, leurs évolutions, leurs actions, les conflits que suscite la vie quotidienne, etc. Pour ce faire, il fallait observer ces processus et dépouiller la documentation que chaque groupe possède (compte-rendus de rencontres, procès-verbaux, rapports officiels, etc.). Il fallait aussi rencontrer les actrices impliquées, s'entretenir avec elles, entrer en contact direct et personnel afin d'obtenir des données de recherche.

En conséquence, **l'observation participante**³⁴ se présente comme l'instrument privilégié pour saisir la complexité du déroulement de la vie du groupe concerné. Seule une observation minutieuse et la plus exhaustive possible permet de révéler ce qui est tellement normal que jamais une informatrice ne penserait à le dire en entrevue (et si elle y pensait, il est probable qu'elle estimerait que cela ne vaut pas la peine d'une mention). On a donc cherché à observer non seulement les moments forts, par exemple la réunion du conseil d'administration ou de la collective, mais aussi la vie quotidienne. Ainsi, l'immersion totale des chercheuses dans la vie des groupes permet d'alimenter la réflexion et reconnaît une démarche intersubjective d'appréhension et d'interprétation du réel.

Pour sa part, **l'analyse documentaire**³⁵ constitue une technique essentielle pour retracer l'évolution du groupe. En effet, tout groupe accumule une masse de documents concernant chaque période de son activité. Par ailleurs, il apparaît que les groupes des femmes écrivent de plus en plus, ce qui est, en soi, un objet digne d'intérêt. Une recherche documentaire fouillée de ces informations de première main devient nécessaire quand on veut saisir la dynamique historique de chaque groupe et identifier les moments-clés de chaque organisation ainsi que les principales actrices impliquées.

Enfin, l'entrevue se présente comme une approche irremplaçable, car elle vient ajouter un complément heureux aux autres techniques tout en offrant des nouvelles possibilités. Ainsi, **l'entrevue non directive**³⁶ s'avère indispensable pour interpellier les personnes-clés de chaque groupe: présidente actuelle ou passée, permanente(s), employées, membres actives, etc. Le choix de ces informatrices est principalement dicté par leur place dans la structure formelle et/ou informelle du groupe. Ainsi, l'échantillonnage des personnes participant à la recherche est d'ordre théorique³⁷ plutôt que d'ordre statistique, car c'est la problématique de la recherche qui oriente le choix des informatrices. Ajoutons que la non-directivité dans l'entrevue n'est pas une simple technique mais plutôt une attitude d'écoute face au discours de l'autre afin de comprendre son point de vue dans sa singularité et à la lumière de son histoire.

D'autre part, nous utilisons aussi l'**entrevue semi-dirigée**, car elle constitue le procédé essentiel pour approfondir les données recueillies à l'aide des autres techniques. En effet, elle s'avère la façon la plus efficace et la plus économique d'obtenir une information non seulement organisée mais aussi "s'organisant", c'est-à-dire les motivations, discours, perceptions et interprétations qui jaillissent au cours des entrevues. Il serait trompeur de prétendre accéder à ces informations sans laisser réfléchir et s'exprimer les informatrices. Ce type d'entrevue donne la possibilité d'explorer un thème donné, sans contraindre la réponse, ce qui est souvent le cas des questionnaires "classiques"³⁸.

Ces techniques s'utilisent naturellement en conjonction les unes avec les autres, dans un but de "triangulation" et de fiabilité. Le concept de "triangulation" fait référence à une stratégie de validation des données. Par son utilisation, on s'assure que ce qui est recueilli et analysé correspond à une "réalité", par exemple. Par cette stratégie, on peut confronter les données recueillies par l'observation avec celles de l'entrevue afin de s'assurer que les interprétations faites correspondent au vécu des participantes.

Il y a plusieurs types de triangulation³⁹: des données, lorsqu'elles proviennent de plusieurs sources; des méthodes, en utilisant différentes techniques de collecte de données; des chercheurs, lorsqu'on confronte ses interprétations avec celles d'autres collègues; des théories, en interprétant les données à la lumière d'une pluralité de cadres théoriques. Nous avons apporté une dimension complémentaire à ce dernier type de triangulation, que nous avons appelé le "double niveau" de la recherche. Il consiste en une étroite communication entre les chercheurs de "premier plan" (celles qui sont sur le terrain) et les chercheurs de "deuxième plan". Nous y reviendrons.

Il est à remarquer un premier point original de notre recherche: comme nous ne visons pas à produire une étude strictement comparative de ces trois groupes de femmes, le "dosage" de chacune des techniques peut varier selon le groupe et selon les intérêts des chercheuses sur le terrain. Puisque l'essentiel était de générer des données significatives plutôt que strictement homogènes, il fallait composer avec les disponibilités des informatrices, avec l'état d'organisation des groupes, avec les contraintes de leur travail, etc. Ainsi, parce que l'état des archives d'un groupe faisait entrave à leur utilisation efficace, une des chercheuses fit le choix conscient de ne pas trop se reposer sur elles. Une première originalité de notre recherche consiste donc en cette volonté de respecter les "particularités locales" afin de ne pas forcer l'entrée des réalités du terrain dans les canons pré-établis de la technique de recherche. Ce sont là des signes de l'impact du terrain lui-même sur les méthodes.

Cette remarque nous conduit à expliciter quelques autres points originaux de notre démarche méthodologique.

6. DE QUELQUES CARACTÉRISTIQUES DE NOTRE DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

6.1. QUELQUES TECHNIQUES

Puisque nous étions dans un terrain neuf et peu balisé, il nous fallait nous méfier de la rigidité que produisent souvent des hypothèses trop hâtives. Plutôt qu'un mode de fonctionnement cherchant à "vérifier" des hypothèses, pour reprendre les termes de Glaser et Strauss, nous avons préféré garder le champ ouvert et guider l'interrogation plutôt que fermer l'espace d'investigation. Cela a pris la forme de **questions de recherche**. Nous avons vu précédemment qu'elles interrogent les aspects organisationnels, les actions publiques, les motivations qui précèdent l'action, l'ancrage du groupe au niveau local et national, les rapports à la communauté locale et les conséquences des actions des groupes sur le milieu. Voilà les questions que nous voulons élucider pour comprendre les pratiques d'autodéveloppement des groupes de femmes. Bien sûr, tenter d'y répondre introduit dans le processus une bonne dose d'incertitude, car elles ne disent pas quoi trouver, mais dans quelle direction chercher. Cependant, formulées en accord avec le cadre théorique, elles permettent de couvrir l'essentiel de ce qui nous semble utile de savoir et, en pratique, touchent à peu près la totalité de la vie des groupes.

Cependant, sur le terrain, ces questions étaient encore bien théoriques. Pour les rendre plus concrètes, nous avons fait un usage intensif de la vieille technique du carnet de terrain, c'est-à-dire d'une espèce de "résumé" (ne dépassant pas 10 pages) des principaux objets d'investigation, organisés sous forme de dimensions⁴⁰. En les présentant le plus succinctement possible, nous voulions bâtir un instrument de recherche qui soit d'usage rapide et immédiatement parlant. Cet aide-mémoire, fréquemment consulté, vise simplement à éviter que les chercheuses de terrain oublient certains volets de la recherche, ce qui peut se révéler irréparable lors d'un terrain relativement court. Les conjonctures ou le hasard des rencontres peuvent en effet pousser la chercheuse vers une tangente moins centrale pour la suite de la recherche. De plus, le fait que plusieurs chercheuses soient en même temps sur le terrain rendait l'hétérogénéité des données encore plus probable. Le carnet de terrain vise à minimiser ces risques⁴¹.

Ce carnet nous fut d'ailleurs d'une utilité plus grande que nous ne nous y serions attendues. Bien que son but premier ait été de discipliner le processus de collecte des données, nous avons eu la bonne idée d'inclure une section "autres" ou "inclassables". Chaque chercheuse a eu la possibilité de suivre les pistes que son intuition ou les particularités de son objet lui suggéraient. Cela s'est fréquemment révélé précieux pendant la collecte. Mais de plus, et nous ne l'avions guère prévu, le carnet s'est révélé si utile qu'il nous a servi de squelette pour établir le cahier de codification, outil essentiel de la phase de la mise en forme des données recueillies.

6.2. LA FORMATION DES CHERCHEURES

De prime abord, il ne semble pas très original de dire que nous avons consacré deux semaines intensives à la formation des chercheuses de terrain. Pourtant, c'est une dimension souvent peu développée dans bien des projets. Pour notre part, nous étions proprement effarées à l'idée de laisser partir les assistantes en résidence sur le terrain sans préparation, et elles encore plus!

Dans un pareil contexte, on s'attendrait peut-être à ce que nous consacrons la totalité de ces deux semaines à la connaissance du projet et à l'apprentissage des techniques de terrain. Pas du tout. Nos assistantes étaient déjà sensibilisées à la question des femmes et au féminisme. Nous avons jugé important de leur signifier ce qu'était la recherche féministe, car elles n'avaient jamais fait de recherche de ce type. Nous avons tenu des sessions sur les méthodologies de terrain⁴² en leur suggérant de lire des féministes, des sociologues, des anthropologues. Nous voulions non seulement leur faire comprendre les dimensions épistémologiques de la recherche, mais aussi leur faire espérer, **aimer** le travail de terrain.

La formation avait pour but de préparer des chercheuses pour le terrain, des chercheuses capables de comprendre les paramètres généraux de notre démarche de recherche et suffisamment outillées pour prendre, à l'intérieur de celle-ci, des initiatives. En outre, insuffler une bonne dose d'enthousiasme initial ne peut nuire dans l'affrontement à la dure réalité des exigences du travail de terrain.

6.3. LA SIMILITUDE IDÉOLOGIQUE

Un autre élément majeur du processus de recherche sur le terrain a été, comme on devait peut-être s'y attendre, l'importance de la similitude idéologique ou, si on préfère, la parenté des visions du monde. Il

s'agissait d'un projet féministe, réalisé par des chercheuses féministes sur des groupes et des militantes féministes. Nous avons été à même de constater que cette similitude a grandement facilité la démarche de recherche.

Tout d'abord, la participation des groupes au projet nous a été acquise sur cette base, comme elles-mêmes nous l'ont d'ailleurs dit. Ensuite, l'ouverture dont ont bénéficié les chercheuses sur le terrain de la part des militantes a été surprenante et un climat de confiance s'est très rapidement établi. A preuve, la remise des clés du local aux chercheuses, ce que nous n'avions pas sollicité, s'est faite, dans deux cas sur trois, dès les premières journées de travail. Le fait de partager la même vision du monde a permis aux informatrices de parler plus librement et probablement avec plus de détails qu'elles ne l'auraient fait si nous n'avions pas affiché nos couleurs.

Enfin, notre propre connaissance de la condition féminine et du mouvement féministe, dans notre région et au Québec, nous a permis de mieux comprendre l'information transmise, d'aller plus à fond dans les entrevues et, sûrement, de poser de meilleures questions. Nous croyons que l'existence de cette similitude idéologique entre les chercheuses et les "cherchées" nous a permis d'amasser une quantité et une qualité supérieures de données. Quant aux biais qu'une telle parenté pourrait introduire dans la recherche, ce qui est une critique souvent entendue, notre réflexion épistémologique nous en préserve. En effet, rappelons que la réintroduction du sujet producteur de connaissances et la prise en compte de la nature de l'objet à connaître, lui aussi sujet, sont les deux pôles majeurs de la remise en question de la validité des modes traditionnels de production de connaissances. De cette réflexion émerge donc une nouvelle intelligibilité d'un savoir qui se veut scientifique. C'est l'**intersubjectivité** qui nous amène à cette nouvelle intelligibilité car, à partir de sa façon de concevoir le monde, ce sujet à connaître alimente la connaissance de la chercheuse au fur et à mesure que celle-ci avance dans son processus de recherche⁴³.

6.4. UNE STRUCTURE À DEUX NIVEAUX

Un autre aspect important consiste en l'usage de ce que nous avons appelé le "double niveau" de la recherche. L'idée nous en avait été suggérée par le texte célèbre *Les bars, les femmes et la culture* de Spradley et Mann⁴⁴, où les auteur-e-s expliquent l'utilisation à des fins de recherche de leur impossibilité de séjourner sur le terrain. Spradley s'était alors donné la tâche de considérer les

chercheuses de son équipe comme des informatrices, car, disait-il, elles ont très vite commencé à en savoir plus qu'elles ne le croyaient.

Le fonctionnement de notre équipe a été comparable. Pendant le séjour des trois chercheuses sur le terrain, chacune des trois autres membres de l'équipe eut comme fonction de garder un contact étroit avec une d'entre elles, afin de lui fournir non seulement l'appui personnel et moral nécessaire, mais surtout de lui offrir l'occasion d'échanger et de réfléchir sur sa pratique quotidienne. Il est vite devenu apparent que ces conversations permettaient la tenue de "moments analytiques" facilitant grandement le recul nécessaire à l'objectivation. La chercheuse de "deuxième plan" n'étant évidemment pas au courant de tous les détails de la vie sur le terrain, ces rencontres offraient une occasion de distinguer l'anecdotique de l'essentiel.

Il faut aussi noter que ces conversations furent fréquemment l'occasion où se formulèrent bon nombre des intuitions qui sont le moteur de la pratique de recherche. En expliquant le terrain à la chercheuse de "deuxième plan", on met nécessairement en rapport des événements dont la parenté n'était souvent pas apparue précédemment. On peut ainsi commencer à construire des interprétations et des hypothèses utiles à la poursuite de la recherche.

Il est clair que ces deux caractéristiques de notre recherche formulent différemment ce qui est généralement dévolu au journal de bord que tient quiconque se retrouve sur le terrain, y compris dans notre recherche. Mais nous sommes maintenant convaincues que ces échanges accélèrent et facilitent ces processus de réflexion et d'objectivation.

6.5. LE JOURNAL DE BORD

Le journal est le support sur lequel s'effectue la prise de notes des informations obtenues pendant le travail sur le terrain. Il favorise un moment d'arrêt et un contexte de travail qui permettent le prolongement actif de la perception de chaque chercheuse. En effet, étant donné que la rédaction du journal s'effectue lors des périodes intensives de cueillette, elle engage, ce que Rainer⁴⁵ désigne comme une "re-création" du point de vue personnel par rapport à l'expérience vécue, dépassant ainsi la simple transcription de la réalité. Ce travail de rédaction peut amener la prise de conscience de contradictions, d'attitudes divergentes face à un thème ou de censure involontaire. Ces ambiguïtés traduisent souvent la complexité d'une situation et amènent la chercheuse à se questionner sur les

significations de certaines situations et sur ses premières pistes d'interprétation. L'honnêteté du journal réside dans cette ouverture aux perceptions et sentiments de la chercheuse. Dans ce sens, Rainer écrit:

L'ambiguïté signifie l'acceptation de réponses différentes à une situation et une sensibilité personnelle vigilante à ces réponses contradictoires. Vous pouvez vouloir et craindre simultanément quelque chose. Vous pouvez le trouver merveilleux et horrible. L'ambiguïté est une des qualités essentielles de l'écriture honnête⁴⁶.

Ainsi, le journal comporte différents types de notes: d'observation, d'interprétation, de planification et expérientielles.

6.6. TRAVAILLER AVEC LES INFORMATRICES

Un autre point original de cette recherche est la volonté qui y est manifestée de travailler **avec** les groupes de femmes et non pas seulement **sur** elles. Cette préoccupation est cohérente avec l'éthique de la recherche féministe. La solidarité des chercheuses féministes avec les "cherchées" suppose un apport mutuel, un échange, une certaine forme de réciprocité. Certaines recherches se limitent à la conviction que les résultats profiteront "à toutes les femmes" et, par là, aux informatrices. Dans le cas de cette recherche-ci, et probablement parce que les informatrices étaient des militantes, des femmes vouées à l'action, nous avons senti le besoin d'accentuer cette réciprocité. Cette décision s'est concrétisée en trois points.

Tout d'abord, en échange du temps demandé aux informatrices durant la phase de collecte des données, nous avons songé à une forme de contrepartie. Chaque chercheuse sur le terrain s'est engagée à libérer environ une journée et demie par semaine pour répondre aux besoins du groupe. Celui-ci a donc pu bénéficier d'une ressource humaine supplémentaire. De son côté, la chercheuse y gagne une vision plus interne du fonctionnement du groupe et continue, en parallèle, sa collecte à titre d'observatrice participante. Si les groupes ont finalement peu utilisé cette ressource, cela semble être dû à la conjoncture particulière de la période de recherche. La préparation des rapports annuels, des demandes de subventions et des assemblées annuelles étaient alors leurs activités principales et pouvaient difficilement être déléguées à une "extérieure".

Deuxièmement, un autre moment d'échange a été prévu avec les groupes. Il porte plus directement sur les connaissances produites par la recherche. Des rapports distinctifs du travail de terrain sont actuellement en préparation. Nous les remettrons aux groupes de femmes qui ont participé à l'étude. Celles-ci pourront alors avoir l'occasion de vérifier avec nous l'exactitude des données et de discuter de leur interprétation, voire même d'élaborer des pistes d'analyse. Nous espérons ainsi les intégrer activement, autant que faire se peut, à la démarche de recherche.

Cette interaction avec les informatrices-clés a été relevée entre autres par Savoie-Zajc (1989) qui l'a utilisée dans un but de triangulation et de validation de ses données. Mais il est possible d'aller plus loin et de discuter avec les informatrices des interprétations et des hypothèses de travail. Ici entre en jeu la question de la reconnaissance du savoir que possèdent les "cherchées" par rapport aux chercheuses. L'anthropologue Bariteau (1985), par exemple, affirme avoir reçu un éclairage très pertinent grâce à ce procédé au cours de son terrain aux Iles-de-la-Madeleine. C'est dans ce type de démarche, également, que notre volonté de rendre la parole aux femmes, de travailler avec elles prend encore plus de sens. Il nous reste actuellement à l'expérimenter avec un éventail plus large de groupes.

Troisièmement, dans son rapport aux groupes de femmes rencontrés sur le terrain, l'étude comporte une certaine dimension de recherche-action. A travers les entrevues, les documents et les observations, les chercheuses ont pu reconstituer l'histoire passée et présente des groupes. Dans leurs rapports sont rassemblés les fils d'une mémoire collective qui n'existe nulle part ailleurs de façon organisée et accessible. Cet engagement de rebâtir et de redonner son histoire à chaque groupe a été, à lui seul, considéré comme suffisant pour compenser la disponibilité que nous demandions. Ce retour de l'information sur le terrain aura, on peut le prévoir, un impact sur les groupes. Nous espérons qu'il suscitera chez elles un certain nombre de réflexions sur leurs orientations, leurs pratiques passées et actuelles et sur leur direction future. D'autre part, en précisant, au cours de la seconde phase d'analyse, les caractéristiques et les retombées sociales des pratiques d'autodéveloppement des groupes de femmes, la recherche vise une contribution directe à l'action de ces groupes. Nous espérons ainsi apporter les éléments nécessaires à la prise de conscience, par les groupes de femmes locaux et régionaux, de l'aspect développemental de leurs pratiques. Nous entendons également fournir des arguments quant à la reconnaissance des femmes comme une véritable force de développement des collectivités locales et régionales.

7. DE QUELQUES DIFFICULTÉS

La plupart des difficultés rencontrées n'ont rien d'original et se retrouvent dans bon nombre de recherches utilisant une méthodologie comparable. Nous en parlerons donc plus brièvement.

La première est évidemment le **temps** nécessaire à l'introduction sur le terrain, à la mise en confiance des informatrices, à la collecte elle-même, etc. Malgré un objet que nous avons voulu restreint, nos prévisions ont été bien trop optimistes car les six semaines de recherche n'ont pas suffi. L'étape suivante, l'organisation des données, a donc été entrecoupée de retours auprès des informatrices pour une interrogation supplémentaire. Notons aussi que malgré la faible durée du séjour sur le terrain, la **somme de documents** est impressionnante: les notes d'observation, la retranscription des entrevues, le journal de bord et les documents produits par les groupes eux-mêmes dépassent le millier de pages par chercheure. Cela est sans doute normal, car la réalité est complexe, mais le traitement de cette documentation exige beaucoup de temps.

D'autres difficultés tiennent au moment peu propice de la recherche. La collecte s'est effectuée en mai et juin 1989, période de calme relatif dans l'activité des groupes. Les notes d'observation risquent donc d'être peu représentatives de la vie du groupe à d'autres moments de l'année. Il s'agissait là, cependant, d'un obstacle difficile à surmonter, car la méthode choisie exigeait un travail à temps plein que nos assistantes étudiantes ne pouvaient évidemment faire pendant l'année scolaire.

Par ailleurs, mais cela était prévisible, les problèmes habituels touchant à la présence des chercheures se sont présentés. D'abord, la **compréhension** des objectifs de la recherche n'est pas quelque chose d'aussi simple que le pensent les universitaires. Pour des personnes dont la vie est tournée vers l'action, vouloir se borner à l'observation est bizarre, et parfois incompréhensible.

De plus, le **statut** des chercheures a soulevé des interrogations: étaient-elles des étudiantes? des professionnelles de l'organisation communautaire en voie de perfectionnement? La question fut, nous semble-t-il, la plus délicate pour les chercheures les plus jeunes, ou travaillant dans un groupe habitué à recevoir des stagiaires. Face à des personnes de statut non-habituel, les groupes étudiés ont réagi de la même façon que les "primitifs" face à l'anthropologue, c'est à dire leur ont attribué une identité pré-définie qui quelquefois ne ressemble pas à leur rôle véritable. Dans notre cas, cette fausse identité était celle d'étudiante-stagiaire. Cela ne serait pas grave si cela ne gênait pas le travail de la chercheure. Comme le statut de "stagiaire", trop contraignant, empêchait le travail optimal de la

chercheure, il a fallu rétablir la situation. Le processus de séjour sur le terrain a donc demandé un travail parfois fort conscient de négociation de l'identité. L'établissement d'un "système de symboles partagés"⁴⁷ n'est pas une chose simple, même à l'intérieur de sa propre culture.

De même, la **position** des chercheuses préoccupait à peu près tout le monde. Des groupes militants sont évidemment traversés par des oppositions idéologiques qui, surtout lorsque les groupes sont petits, ne vont pas sans aspects personnels. A cause de la volonté de ne pas s'impliquer dans les débats et divisions internes, le processus de constitution d'une identité a parfois été délicat, car cela rendait les chercheuses difficilement classables. Certaines informatrices, sachant que la position d'observatrice permettait à une chercheure d'être au courant de beaucoup de choses, ont parfois fait des demandes d'analyse qui forçaient la chercheure à prendre position. Un refus, à moins d'être fait avec précaution, risque de faire penser qu'on se trouve "dans l'autre camp".

Relevons aussi que notre recherche se déroule dans une région où les identités locales sont fortement marquées. Elles ont provoqué certaines remarques d'exclusion, du genre: "On sait bien, vous autres, à Chicoutimi, vous pouvez pas comprendre ça". Faites le plus souvent sur le mode de l'humour, elles montrent que le statut de personne extérieure à la localité, s'il recèle des avantages, comporte aussi des inconvénients.

Enfin, faut-il le dire?, un des principaux problèmes rencontrés sur le terrain s'est révélé être le degré de passion démontré par les chercheuses. L'établissement des "priorités prioritairement prioritaires", pour reprendre l'expression de l'une d'entre elles, est une préoccupation constante et d'autant plus délicate qu'il faut rester ouverte à l'imprévu tout en respectant les visées globales de la recherche.

7.1. PROBLÈMES ÉTHIQUES

Au cours des dernières années, la création de comités de déontologie dans les universités et l'obligation faite aux projets de recherche de se conformer à leurs avis ont grandement contribué à atténuer les problèmes d'éthique soulevés par les pratiques de recherche sur les personnes et les groupes. Un certain nombre d'entre eux, moins importants peut-être, subsistent tout de même, qu'il appartient aux chercheuses de solutionner à mesure qu'ils ne peuvent manquer d'apparaître. Nous en avons rencontré quelques-uns, parfois liés à l'objet spécifique de notre recherche ou à sa méthodologie, parfois plus généraux.

Un premier problème important a été celui de notre utilisation des assistantes de terrain. Il faut comprendre que notre méthodologie était très exigeante en temps: temps de présence dans le groupe, temps de retranscription des entrevues, temps consacré aux comptes rendus dans le journal de terrain, etc. Elle était aussi "énergivore", car l'étendue des informations à couvrir rendait tout cela très épuisant, sans parler de l'effort requis pour se remémorer le plus exactement possible les conversations et les événements de la journée.

De plus, pas question de faire du "9 à 5" si des informatrices ne peuvent être rencontrées que le soir, si des réunions ont lieu le samedi, si des membres du groupe vous invitent à prendre une bière après le travail (un moment privilégié de cueillette d'informations!).

Et, par-dessus tout, nous n'avions que six semaines à notre disposition avant que les groupes ne partent en vacances et ne ferment leurs portes. Pour toutes ces raisons, il est clair que nous ne pouvions recommander aux assistantes de recherche de s'en tenir à leurs 35 heures par semaine. Fallait-il souscrire pour autant à la pratique — douteuse autant que répandue — de la sur-exploitation des assistantes sous prétexte que "la recherche, c'est la recherche" et que cela faisait partie de leur formation? La situation était compliquée par le fait que les assistantes faisaient du temps supplémentaire "parce qu'elles aimaient ça" et que, dans les endroits où nous les avons envoyées, elles "n'avaient rien d'autre à faire le soir".

Finalement, nous avons résolu la question en leur demandant d'évaluer, chacune, le temps donné en surplus, et de l'utiliser en congé payé aux moments où elles le désiraient pendant le reste du contrat. L'arrangement semble avoir été satisfaisant.

Sur le terrain lui-même, des questions morales se sont également posées. L'isolement de la chercheuse, combiné au fait que le milieu féministe régional est "tricoté serré", soulève un problème éthique fondamental. Lorsqu'on travaille de façon intensive et solitaire sur quelque chose, on peut avoir très envie d'en parler. Et il a parfois été difficile de concilier un impératif d'anonymat avec le fait qu'ici "tout le monde connaît tout le monde" et que chaque personne extérieure à l'équipe qui s'intéressait à notre travail "connaissait au moins une fille qui en connaissait une autre qui connaissait quelqu'un ..." du groupe de femmes en question. Il nous a fallu nous contraindre à garder nos analyses pour nous, ce qui n'a pas toujours été facile.

A d'autres moments, c'est l'observation participante qui nous a posé problème. Les groupes étaient prévenus au départ que nous allions utiliser cette technique. Les filles des groupes l'avaient accepté. Mais une fois sur le terrain, un certain malaise est né chez les assistantes face à l'obligation d'observer et de noter, par exemple, des conversations privées, de signaler des mouvements d'humeur, de consigner des propos tenus sur le ton de la confiance, etc. Nous partions du principe que nous étions des chercheuses avouées et non des chercheuses dissimulées. Que si le groupe préférait nous cacher certaines informations, c'était son droit le plus strict. Que les personnes interrogées en entrevue demeuraient en position d'exercer leur libre choix sur ce qu'elles nous diraient ou ne nous diraient pas.

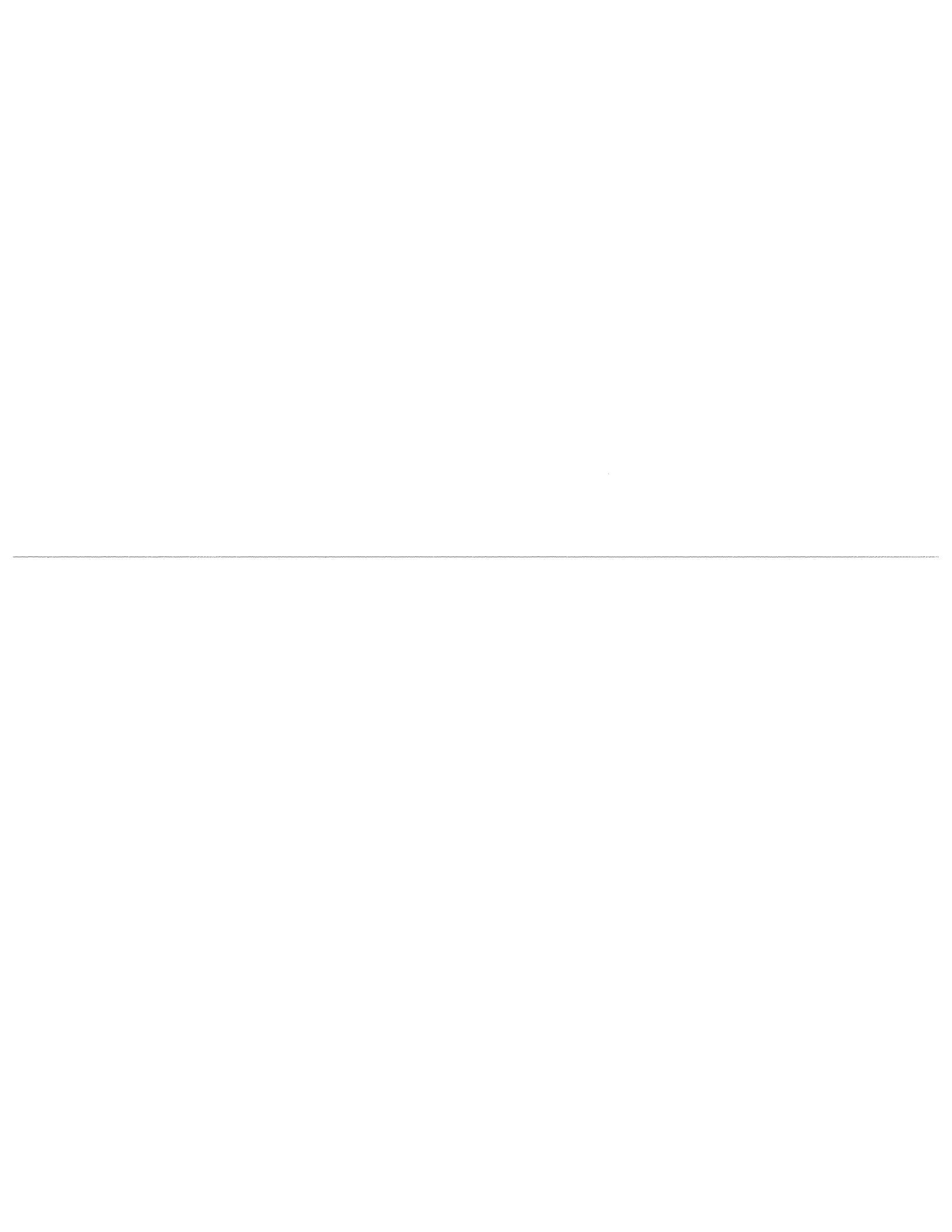
Or, par moments, l'observation participante nous donnait l'impression de transgresser ces droits, de trahir même ce climat de confiance établi entre la chercheuse et les militantes dont elle partageait le quotidien. Où se situait notre loyauté? Du côté des informations à recueillir ou du côté des personnes? Dans au moins un des trois cas, la chercheuse a finalement décidé de prévenir ses informatrices, à plusieurs reprises et sur un mode humoristique, que tout ce qu'elles feraient ou diraient était susceptible d'être noté par elle et que la relation entre elles n'était jamais gratuite. Avec du recul, sans doute peut-on dire que cela n'a pas changé fondamentalement l'attitude des informatrices, mais il était important que cette possibilité leur soit rappelée.

Une autre situation difficile avait été prévue dès l'origine par les chercheuses. Il s'agissait de l'attitude à adopter face à la collecte et à la diffusion d'informations pouvant affecter ou nuire aux groupes qui avaient accepté de participer à la recherche. Par exemple, que dirait un groupe de voir ses conflits étalés au grand jour dans les publications de l'équipe? D'après notre expérience, la question du financement pouvait aussi, potentiellement, s'avérer un point délicat. En tant que chercheuses féministes, nous ne pouvions que nous rallier au principe de ne rien diffuser qui puisse aller à l'encontre des intérêts de nos informatrices et des groupes de femmes. Nous avons donc décidé de nous donner les moyens de respecter cette position de principe, même si cela risquait d'appauvrir certains de nos résultats.

Des mécanismes de contrôle de l'information transmise ont été mis à la disposition des groupes. Tout d'abord, pendant la collecte, nous avons prévenu à plusieurs reprises les informatrices qu'elles avaient la liberté de classer "top secret" toute information dont elles jugeaient la diffusion non-souhaitable pour le groupe. Au fil de la collecte, l'utilisation des "top secret" s'est étendue à des informations dont la

transmission a été jugée préjudiciable par ou pour les informatrices concernées. Les informations ainsi classées devront faire l'objet d'un examen pour voir si il y a lieu de les noyer, plus tard et de façon anonyme, dans une plus grande masse d'informations du même type, ou si elles devront rester complètement dissimulées.

Un second mécanisme de contrôle est prévu au moment de la remise du rapport de terrain aux groupes concernés, moment où les groupes pourront exercer leur veto sur les aspects plus litigieux du contenu. Ont-elles tant de choses à cacher? Probablement pas. Pour nous, il est surtout question du respect auquel nous nous sentons obligées face aux individus et aux groupes de femmes qui constituent nos sources.



CONCLUSION

La présente note de recherche avait pour but de rendre compte des principaux axes de notre recherche concernant les femmes et le développement régional. Tout particulièrement, elle s'est centrée sur l'axe concernant les pratiques d'autodéveloppement des groupes des femmes de la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean.

La période actuelle en est une de restructuration du développement local et régional des collectivités. Effet de vacuum ou effet de résistance à la périphérisation, il semble que la dynamique du développement devra reposer de plus en plus sur l'initiative de la communauté locale/régionale et de moins en moins sur la grande entreprise ou sur un État qui se désengage de la définition des priorités du développement, du moins au Québec.

Le renforcement des inégalités régionales, ainsi que la reconduction, dans le développement des régions, des inégalités sociales et de sexe nous force à nous questionner, d'ailleurs, sur la capacité du modèle dominant de développement et de ses principaux acteurs — l'entreprise et l'État — à assurer le "bien-être des collectivités". L'actuel retour politique au développement "par la base", déjà visible au Québec dans le soutien aux sommets socio-économiques de concertation en région, impose et permet tout à la fois aux acteurs locaux et régionaux d'intervenir avec plus de poids dans les questions de développement.

À notre avis, ce contexte rend encore plus nécessaire la connaissance, par les femmes, des enjeux que peuvent constituer pour elles les priorités du développement local/régional ainsi que de leurs potentialités d'action à ce niveau. Non seulement les femmes doivent-elles produire une réflexion critique sur l'impact qu'ont, sur leurs conditions de vie et de travail, les décisions de développement, mais elles doivent travailler à en redéfinir les enjeux en fonction de leurs propres intérêts et de leurs aspirations.

Les pratiques d'autodéveloppement portées par les groupes de femmes dans le champ du développement social des collectivités nous indiquent déjà certaines de ces priorités. L'ouverture de maisons d'accueil pour femmes victimes de violence sexuelle ou conjugale, l'implantation de services de garde en milieu scolaire dans des communautés locales, la création de centres de femmes à

vocation polyvalente constituent autant de réponses à l'inaction de l'État et des autres acteurs sociaux face à des besoins durement ressentis par les femmes.

Les groupes de femmes en région participent à une redéfinition de ce que sont les besoins en développement des femmes. Leurs discours et pratiques nous orientent vers un développement autodirigé, reposant sur des solidarités féminines et communautaires et impliquant la constitution de nouveaux rapports d'alliance au sein des communautés locales.

L'intégration de la question des femmes à la problématique du développement régional provoque un élargissement et une diversification de ce champ tel qu'on le conçoit traditionnellement. Elle permet de déborder la dominance d'une logique purement économique. Avec la question des femmes, les pratiques du développement régional sont obligées de se réorienter et de se transformer: les domaines d'intervention, les modes d'action et les interlocuteurs traditionnels sont remis en question. Dans une perspective de changement social, le développement régional n'a pas le choix, il ne peut plus reculer: pour évoluer, il doit élargir son champ d'intervention aux intérêts et aux aspirations des femmes.

D'autre part, l'introduction d'une problématique développementale dans notre compréhension des groupes de femmes permet selon nous de prendre la pleine mesure de l'action et de l'impact qu'ont ces groupes sur les collectivités locales et régionales dans lesquels ils s'insèrent. Il nous semble que les volontés de changement qui se font jour dans les sociétés locales ne peuvent que gagner à cette percée de la pensée féministe.

Soulignons en terminant que, depuis nos préoccupations initiales jusqu'à notre travail d'analyse, deux interrogations se sont de plus en plus imposées à notre réflexion. À quand la conceptualisation et la mise en œuvre des théories du développement qui prennent en compte les actions et les discours des groupes de femmes? À quand la conceptualisation et l'usage d'instruments de recherche qui ne rendent pas muettes les femmes mais qu'au contraire, leur redonnent la parole? Nous espérons avoir contribué à la justification des premières et à l'esquisse des secondes.

NOTES ET RÉFÉRENCES

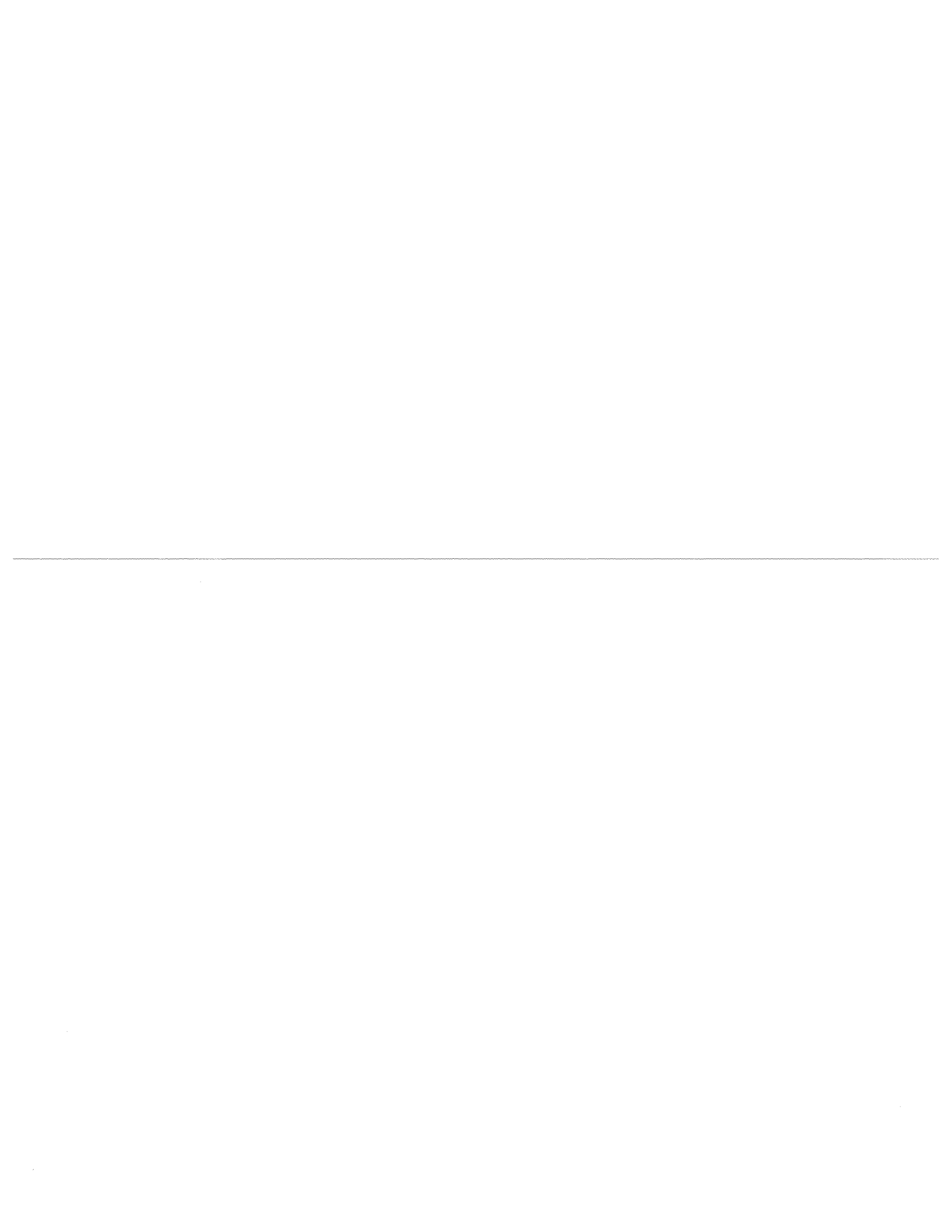
1. La pertinence d'un développement "rose", c'est-à-dire donnant aux femmes la place qui devrait leur revenir, ne saurait donc faire de doute.
2. Notre équipe de recherche est constituée de Marta Anadón, professeure au Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Chicoutimi, Dominique Masson, chercheure autonome; Marielle Tremblay, et Pierre-André Tremblay, professeure et professeur au Département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi. L'équipe de recherche "Femmes et développement régional" est membre du Groupe de recherche et d'intervention régionales de l'UQAC. Nous tenons à souligner le travail effectué par Andrée Côté et Joan Simard, auxiliaires de recherche. Nous remercions aussi le Programme d'aide institutionnelle à la recherche de l'Université du Québec à Chicoutimi, le Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada, les Départements des sciences humaines et des sciences de l'éducation de l'UQAC dont l'appui financier nous a été précieux. Johanne Beaumont a retranscrit le manuscrit.
3. L'équipe se composant d'une majorité de chercheuses, il a semblé normal de féminiser les termes la concernant. Le genre féminin l'emportera donc sur le masculin, lorsque cela semblera pertinent.

4. Sur ce point, voir: McClain (1982).
5. Voir: Hudson (1980), Lewis (1984), Lewis et Foord (1984), Walby (1985) et Winckler (1986).
6. On trouvera une revue de la documentation sur ce sujet dans: Masson (1990).
7. Voir: Mackenzie (1987).
8. Voir: Pahl (1985) et Urry (1985).
9. Voir: Winkler (1986).
10. Voir: Hudson (1980), Lewis et Foord (1984).
11. Voir: Maclouf et Sarbib (1983), Coffey et Polèse (1987), Boismenu et Rocher (1986), Cooke (1986), Germain et Hamel (1985), Urry (1985).
12. Voir: Bergeron (1986), Colloque Bois Francs (1987), Fall et Klein (1983), Friedmann (1985), Ross et Usher (1985).
13. À ce propos, on pourra consulter les numéros spéciaux sur les femmes d'*Economic Development & Law Report* (1984, 1986 et 1989) ainsi que le numéro spécial sur le développement économique de *Women's Education des Femmes* (1988).
14. La date charnière de l'apparition des écrits sur les femmes et le développement international est celle de la publication du livre d'Esther Boserup, en 1970: *Women's role in economic development*. Pour un survol d'ensemble, on pourra consulter avec profit la revue que fait Joan McFarland (1988) des grands courants qui ont marqué ce champ.
15. Voir: Tinker (1976), Rogers (1980).

16. Voir: Beneria et Sen (1981), Eliou (1983), Rogers (1980), Tinker (1976).
17. Voir: Afard (1982), *Community Development Journal* (1985), Dawn (1987).
18. Nous en avons déjà parlé brièvement; voir: Masson, Tremblay, Tremblay (1989a, 1989b).
19. Voir: Wismer (1988), Christiansen-Ruffman (1978, 1989).
20. Christiansen-Ruffman (1978: 19).
21. Voir: Alderson et Conn (1989).
22. Idem, p.27.
23. Idem, p.17.
24. Encore une fois, on pourra consulter, tout particulièrement, les revues *Women's Education des femmes* (1988) et *Economic Development & Law Center Report* (1984, 1986, 1989).
25. Un ouvrage récent présentant la compréhension gouvernementale des "ressources alternatives" est Tremblay (1988).
26. Sur les "besoins", voir: Fraser (1987). Sur l'intervention féministe, voir: Therrien (1987).
27. Voir: Anadón, Masson, Tremblay et Tremblay (1990).
28. Sur ces catégories, voir: Fraser (1987), dont nous utilisons aussi la typologie des luttes "de redéfinition".
29. Les auteurs fondamentaux sont Gerlach & Hine (1970), Zald et Ash (1966), Zald et McCarthy (1988).
30. Freeman (1975, 1979), l'a utilisée avec profit dans son étude du mouvement féministe américain.
31. Cette partie reprend, sous une forme plus développée, une communication présentée au Colloque de l'Association pour la Recherche Qualitative tenu à Trois-Rivières à l'automne 1989. Cette communication sera prochainement publiée dans les Actes du Colloque.
32. Plusieurs controverses ont marqué et marquent encore le champ épistémologique, parmi lesquelles celles suscitées par le positivisme logique ne sont pas les moindres. Plusieurs auteurs ont traité cette problématique, notamment K. Popper, C. Wittgenstein, G. Bachelard, J. Piaget., voir: Jacob (1980), Lecourt (1981), Levy-Leblond et Jaubert (1975).
33. Sur la réflexion épistémologique en sciences humaines, voir: Bateson (1984), Ladrière (1975), Piaget (1970), Robert (1970a, 1970b).
34. Sur l'observation directe et tout particulièrement sur l'observation participante, voir: Goyette (1988), Hall (1979), Laperrière (1984), Ramognino (1989).
35. Sur l'analyse documentaire, voir: Caplow (1970).
36. Sur la technique de l'entrevue, voir: Banaka (1971), Lofland (1971), Michelat (1975).

37. Voir: Glaser et Strauss (1967).
38. Voir: Cicourel (1964).
39. Voir: Savoie-Zajc (1989).
40. Ces dimensions étaient: origine du groupe, organisation, financement, ressources humaines, ressources matérielles, ressources informationnelles, actions du groupe, réseau formel, réseau informel, informations sur la communauté données par le groupe, autres/inclassables.
41. Nous avons en fait répété la vieille tradition des *Notes and queries in anthropology* (Royal Anthropological Institute 1929) (première édition: 1874) et celle du *Manuel d'ethnologie* de Mauss (1967), mais à partir d'un cadre plus théorique et moins monographique.
42. Le corpus bibliographique utilisé pendant la formation était le suivant: sur la recherche féministe, voir: Beattie (1987), Eichler (1985), Guillaumin (1981), Juteau-Lee (1981), Oakley (1981); sur les groupes de femmes au Québec: Ouellette (1986); sur la recherche qualitative: Poupart (1981) et Savoie-Zajc (1989); sur les études de terrain: Bouchard (1985), Caplow (1970), Katz (1963); Spradley et Mann (1979); sur les observations participantes et la prise de notes: Laperrière (1964), Smith (1975), Webb (1982); sur l'entrevue: Mayer (1979a, 1979b), Tremblay (1968).
43. Voir: Anadón (1988).

44. Voir: Spradley et Mann (1979).
45. Voir: Rainer (1978).
46. *Idem*, p.40.
47. Voir: Rabinow (1988), p.137.



TROISIEME PARTIE: BIBLIOGRAPHIE

8. À PROPOS DES FEMMES ET DU DÉVELOPPEMENT

8.1. FEMMES ET DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

AFARD, "Another Development With Women", *Development Dialogue*, no spécial, 1-2 (1982).

BASTER, Nancy, *The Measurement of Women's Participation in Development: the Use of Census Data*, Brighton, University of Sussex, Institute of Development Studies, Discussion paper n° 159, (1981).

BENERIA, Lourdes et SEN, Gita, "Accumulation, Reproduction and Women's Role in Economic Development", *Signs*, vol. 7, no 2, (1981), pp. 279-298.

BENERIA, Lourdes (dir.), *Women and Development: the Sexual Division of Labour in Rural Societies*, New York, Praeger, (1982).

BOSERUP, Esther, *Women's Role in Economic Development*, Londres, Allen & Unwin, (1970).

BRONSON, Diana, DE SEVE, Micheline, MAILLE, Chantale, PEPIN, Ginette et RONDEAU, Chantal, *Femmes et développement - Introduction générale à la littérature (Afrique subsaharienne et Amérique Latine, 1970-1985)*, Montréal, UQAM, Département de science politique, note de recherche no 30, 96 p.

COMMUNITY DEVELOPMENT JOURNAL, "Women, Poverty and Community Development in the Third World", vol. 20, n° 3, (1985).

DAWN (Sen, Gita et Grown, Caren), *Development, Crises and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*, New York, Monthly Review Press, (1987).

ELIOU, Marie (éd.), *Femmes et développement ou les métamorphoses d'un développement au masculin*, Le Tilburg (Pays-Bas), E.A.D.I., Secrétariat exécutif, (1983).

HALE, Sylvia M., "Integrating Women in Development Models and Theories", *Atlantis*, no 11, (fall 1985), pp. 45-63.

McFARLAND, Joan, "Review Essay - the Construction of Women and Development Theory", *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 25, no 2, (1988), pp. 299-308.

MOMSEN, J.H. et TOWNSEND, J. (Eds.), *Women's Role in Changing the Face of the Developing World*, London, Institute of British Geographers, Women and Geography Study Group, (1984).

ROGERS, Barbara, *The Domestication of Women: Discrimination in Developing Societies*, New York, St-Martin's Press, (1980).

TINKER, Irene, (éd.), *Women and World Development*, Washington, Overseas Development Council, (1976).

WAR ON WANT and CHANGE INTERNATIONAL REPORTS, *Hard Cash: Man-Made Development and Its Consequence: A Feminist Perspective on Aid*, London, CHANGE International Reports, (1986).

8.2. FEMMES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL ET RÉGIONAL

ALDERSON, Lucy et CONN, Melanie, *More Than Dollars: a Study of Women's Economic Development in British Columbia*, Vancouver, WomenFutures Community Economic Development Society, (1988), 43 p.

ANDREW, Caroline, "La gestion du local: un enjeu pour les femmes", *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 13, no 53, (1985), pp.103-109.

BOWLBY, Sophie, FOORD, Jo et MCDOWELL, Linda, "The Place of Gender in Locality Studies", *Area*, vol. 18, no 4, (1986), pp.327-331.

CHRISTIANSEN-RUFFMAN, Linda, *Women in Community Development: a Comparison of Two Regional Communities in Atlantic Canada*, Revised version of a paper presented at the 9th World Congress of Sociology, Uppsala, Sweden, August 14-19, (1978).

CHRISTIANSEN-RUFFMAN, Linda, *Wealth Re-examined: Toward a Feminist Analysis of Women's Development Projects in Canada and in the Third World*, Michigan State University, Women in International Development Publication Series, Working Paper no 140, (1987).

CHRISTIANSEN-RUFFMAN, Linda, "Women and Development in Canada", in PARPART, Jane (éd.), *Women and Development in Africa: Comparative Perspectives*, (1989, forthcoming).

CONNELLY, Patricia et MACDONALD, Martha, "Women's Work: Domestic and Wage Labour in a Nova Scotia Community", *Studies in Political Economy*, no 10, (1983), pp. 45-72.

DAVIS, Nanciellen, "Women's Work and Worth in an Acadian Maritime Village", in BLACK, Naomi et COTTREL, A.B. (éds.), *Women and World Change -Equity Issues in Development*, Beverly Hills, Sage, (1981), pp. 97-118.

ECONOMIC DEVELOPMENT & LAW CENTER REPORT, "Women and Community Economic Development", vol. 13, no 5/vol. 14, no 1, (nov./feb. 1984).

ECONOMIC DEVELOPMENT & LAW CENTER REPORT, "Issue on Women and Economic Development", vol. 15, no 6/vol. 16, no 1, (spring 1986).

ECONOMIC DEVELOPMENT & LAW CENTER REPORT, "Working for Women - An Entrepreneurial Approach for Organizations Reaching Out to Low-income Women", vol. 18, no 1 (special issue, spring 1989).

HUDSON, Ray, "Regional Development Policies and Female Employment", *Area*, vol. 12, no 3, (1980), pp. 229-234.

LEWIS, Jane, "The Role of Female Employment in the Industrial Restructuring and Regional Development of the United Kingdom", *Antipode*, vol. 16, no 3, (1984a), pp. 47-59.

LEWIS, Jane et FOORD, Jo, "New Towns and New Gender Relations in Old Industrial Regions: Women's Employment in Peterlee and East Kilbride", *Built Environment*, vol. 10, no 1, (1984b), pp. 42-52.

MACKENZIE, Suzanne, "Women's Response to Economic Restructuring: Changing Gender, Changing Space", in HAMILTON, R. et BARRETT, M. (éds.), *The Politics of Diversity: Feminism, Marxism and Nationalism*, London, Verso Books, (1986).

MACKENZIE, Suzanne, "Neglected Spaces in Peripheral Places: Homeworkers and the Creation of a New Economic Center", *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 31, no 83 (1987), pp. 247-260.

MACKENZIE, Suzanne et MENZIES, Heather, *Transforming Communities, Transforming Economy: Issues and Strategies in the Politics of Restructuring*, Paper presented at the "Women's Experience of Community" session, Canadian Urban and Housing Conference, Winnipeg, February (1988).

MARK-LAWSON, Jane, SAVAGE, Mike et WARDE, Alan, "Gender and Local Politics: Struggles Over Welfare Policies, 1918-1939", in MURGATROYD, Linda et al., *Localities, Class and Gender*, Londres, Pion, (1985), pp. 195- 215.

MASSON, Dominique, TREMBLAY, Marielle et TREMBLAY, Pierre-André, "Femmes et développement régional: éléments d'une problématique et intuitions de recherche", in GAGNON, C., KLEIN, J.L., TREMBLAY, M. et TREMBLAY, P.A. (dir.), *Le local en mouvements*, Chicoutimi, UQAC, Grir, coll. "Développement régional", (1989), pp. 133-151.

MASSON, Dominique, TREMBLAY, Marielle et TREMBLAY, Pierre-André, "Les oubliées du développement régional: femmes et pratiques d'auto- développement au Saguenay-Lac-St-Jean", *Recherches féministes*, vol. 2, no 1, (1989), pp. 69-84.

McLAIN, Janet, "Economic Realities and Women: the Structural Implications of Relating Community Planning to Women's Current Economic Position", in WELLAR, Barry S. (dir.), *Actes du congrès national de l'Institut canadien des urbanistes*, Montréal, Institut canadien des urbanistes, (1982), pp. 318-324.

MURGATROYD, Linda et URRY, John, "The Class and Gender Restructuring of the Lancaster Economy, 1950-1980", in MURGATROYD, Linda et al., *Localities, Class and Gender*, London, Pion, (1985), pp. 30-53.

NOZICK, Marcia, "Women Embrace Their Own Economic Development", *City Magazine*, vol. 9, no 1, (1986/87), pp. 7-11.

WALBY, Sylvia, "Spatial and Historical Variations in Women's Unemployment and Employment", in MURGATROYD, Linda et al., *Localities, Class and Gender*, London, Pion, (1985), pp. 161-176.

WINCKLER, Victoria, "Women and Local Economic Development", *Town Planning Review*, no 57, (1986), pp. 303-318.

WISMER, Susan, *Creating Sustainable Communities in Canada: the Role and Importance of the Women's Movement*, Paper presented to the "Women's Experience of Community" session, Canadian Urban and Housing Studies Conference, Winnipeg, February (1988).

WOMEN'S EDUCATION DES FEMMES, "Feminist Approaches to Economic Development", vol. 6, no 4, (fall/automne 1988).

8.3. GROUPES DE FEMMES AU QUÉBEC

ANADÓN, Marta, MASSON, Dominique, TREMBLAY, Marielle, TREMBLAY, Pierre-André, "Les collectives de femmes: une démocratie sororale", *Nouvelles pratiques sociales*, (à paraître, automne 1990).

ANDREW, Caroline, DION, Héliène, JACQUES, Brigitte, "Les groupes de femmes de l'Outaouais et l'identité régionale: étude exploratoire", *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 33, n° 89, (1989), pp. 253-261.

ASSELIN, Michèle, BELANGER, Suzanne, GUBERMAN, Nancy, "Les centres de femmes comme agents de changements", in TARDY, Evelyne (dir.), *Femmes: images, modèles*, Actes du Colloque de l'ICREF, 1984, Montréal, GIERF-ICREF, (1985), pp. 247-251.

BARNABE, Jocelyne, "Rose du Nord: une pratique de conscientisation avec des femmes de classe populaire", *Service Social*, vol. 34, no 2-3, (1985), pp. 249-268.

BEAULIEU, Carole, "Les femmes sont-elles acculées à développer un Etat parallèle?", *Le Devoir*, 28 juin 1986, page A-3.

BRODEUR, Violette, CHARTRAND, Suzanne B., CORRIVEAU, Louise et VALAY, Béatrice, *Le mouvement des femmes au Québec: étude des groupes montréalais et nationaux*, (2^e éd.), Montréal, Centre de Formation Populaire, (1982).

CERCLE DES FERMIERES DU QUÉBEC, *Profil de la québécoise membre des Cercles de fermières du Québec*, Montréal, août (1982).

COHEN, Yolande, "L'association des Cercles de fermières au Québec: sociabilité et influence sociale", in COHEN, Yolande (dir.), *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour, (1981), pp. 135-156.

COTÉ, Marie-Hélène, *Le financement des groupes de services pour les femmes*, Québec, Conseil du Statut de la femme, (1986).

FULLUM, Sylvie, "Le centre des femmes de Verdun", in BÉLANGER, Paul R. et al. (dir.), *Animation et culture en mouvement*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, (1987), pp. 120-123.

GRENIER, Diane, *Solidarité régionale. Portrait des tables de concertation régionale de groupes de femmes au Québec*, Montréal, Secrétariat d'état du Canada, région de Québec, programme Promotion de la femme, (1985), 190 p.

GUBERMAN, Nancy, "Le projet éducatif dans les centres de femmes: éducation populaire ou éducation féministe?", in BELANGER, Paul R. et al. (dir.), *Animation et culture en mouvement*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, (1987), pp. 115-119.

HOME, Alice M., "Les groupes de femmes: outils de changement personnel et de développement", *Service social*, vol. 37, no 1, (1988), pp. 61-85.

LAMOUREUX, Diane, "De la quête de l'argent de poche au renforcement de l'Etat-Providence", *Ressources for Feminist Research/Documentation pour la recherche féministe*, vol. 17, no 3, (1988), pp. 72-74.

LANCTOT, Martine, *La genèse et l'évolution du mouvement de libération des femmes à Montréal, 1969-1979*, Montréal, UQAM, Département d'histoire, mémoire de maîtrise, (1980).

O'LEARY, Véronique, "Le centre de santé des femmes de Montréal", in BELANGER, Paul R. et al. (dir.), *Animation et culture en mouvement*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, (1987), pp. 124-128.

OUELLET, Michèle et ROCHELEAU, Gisèle, "L'AFEAS: l'animation, un mode de fonctionnement", in BELANGER, Paul R. et al. (dir.), *Animation et culture en mouvement*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, (1987), pp. 107-114.

OUELLETTE, Françoise-Romaine, *Les groupes de femmes du Québec en 1985: champs d'intervention, structures et moyens d'action*, Québec, Conseil du Statut de la Femme, (1986).

QUÉBÉCOISES DEBOUTTE!, réédition des textes principaux, vol. 1, vol. 2, Montréal, Éditions du Remue-ménage, (1981).

"R" DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC, *Les centres de femmes parlent argent. L'état de leur financement*, Montréal, R-des centres de femmes, novembre (1986).

"R" DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC, *Les centres de femmes, une alternative à l'isolement psycho-social des femmes*, Montréal, R des centres de femmes, (1987).

REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES CALACS, *Base d'unité du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS)*, Document de travail, Congrès de 1988.

ROINSOL, Françoise, "Une démarche de recherche-action pour l'analyse de la situation et des besoins des femmes dans Lotbinière", *Service social*, vol. 34, no 2-3 (1985), pp. 294-299.

LES TETES DE PIOCHE 1976-1979, réédition, Montréal, Éditions du Remue-ménage, (1981).

8.4. FEMMES ET RÉGION 02

BORDELEAU, Francine, *Profil de la femme d'affaires du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Québec, ministère de l'Industrie et du Commerce, (1986), 18 p.

DALLAIRE, Louise, *Portrait socio-économique des femmes du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Québec, Conseil du statut de la femme, (1985), 46 p.

GUILBAULT, Francine, *Cahier régional sur la sécurité économique des femmes du Saguenay—Lac-Saint-Jean*, (document de support aux consultations régionales "Décisions 85"), Chicoutimi, texte xérogaphié, 20 décembre 1984.

PRODUCTIONS LA CHAMBARDE INC., *Histoire du mouvement des femmes au Saguenay—Lac-Saint-Jean*, Jonquière, Les productions La chambarde inc., (1988), 301 p.

SECRETARIAT A LA CONDITION FÉMININE, *Rencontres régionales, cahier des propositions - région 02, Saguenay—Lac-Saint-Jean*, (document de propositions aux consultations régionales "Décisions 85"), Québec, ministère du Conseil exécutif, Secrétariat à la condition féminine, (1985).

9. À PROPOS DES FONDEMENTS THÉORIQUES ET ÉPISTÉMOLOGIQUES

9.1. DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL

COLLOQUE BOIS-FRANCS, *Fais-moi signe... de changement*; Actes du colloque provincial sur le développement communautaire, Victoriaville, Corporation de développement communautaire des Bois- Francs, (1987).

COOKE, Philip (éd.), *Global Restructuring, Local Response*, London, Economic and Social Research Council, (1986).

DESLAURIERS, Jean-Pierre, GODBOUT, Jacques et KLEIN, Juan-Luis, *Les regroupements sociaux et les perspectives du développement autonome régional*, Chicoutimi, UQAC, Grir, "Notes de recherche", vol. 4, n° 1, (1985).

FALL, Khadiyatoulah et KLEIN, Juan-Luis, *L'enjeu régional: de la dépendance au développement auto-centré*, Chicoutimi, UQAC/GRIR, Notes de recherche, vol.2, n°4, (1983).

FRIEDMANN, John, "Auto-développement ou auto-dépendance?" in BOISVERT, M. et HAMEL, P. (éds.), *Redéploiement industriel et planification régionale*, Montréal, Université de Montréal, Faculté de l'Aménagement, (1985), pp. 289-300.

INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT REGIONAL, *Bibliographie sur le développement régional*, Moncton, ICRDR, (1985).

JEAN, Bruno, LAFONTAINE, Danielle (dir.), *Région, régionalisme et développement régional: le cas de l'Est du Québec*, Rimouski, UQAR, "Les Cahiers du GRIDEQ", (1984).

JESSOP, Joanne et WEAVER, Clyde, "La coopération communautaire: une stratégie pour le développement local", *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 13, no 53, (1985), pp. 149-160.

KLEIN, Juan-Luis et al., *L'ancrage territorial du mouvement associatif en région périphérique*, Chicoutimi, UQAC, Grir, "Notes et rapports de recherche", vol. 5, n° 1, (1986).

LEBAS, Elizabeth, MINGIONE, Enzo, et al., "Urban and Regional Sociology in Advanced Industrial Societies: A Decade of Marxist and Critical Perspectives", *Current sociology / La sociologie contemporaine*, vol. 30, n° 1, (1982), pp.7-264.

LÉVESQUE, Benoît, *D'un développement régional impossible à l'utopie du développement des régions*, Rimouski, UQAR, Groupe de recherche interdisciplinaire sur l'Est du Québec, "Notes et rapports de recherche", vol. 11, n° 2, (1983).

PAHL, R.E., "The Restructuring of Capital the local Political Economy and Household Work Strategies", in GERGORY, D. et URRY, J., (éds.), *Social Relations and Spatial Structures*, MacMillan, (1985), pp. 242-264.

PERRY, Stewart E., *Communities on the Way: Rebuilding Local Economies in the USA and Canada*, New York, State University of New York Press, (1987).

ROSS, David et USHER, Peter, *From the Roots Up: Economic Development as if Community Mattered*, Toronto, Lorimer, (1986).

SACHS, Ignacy, "Le potentiel de développement endogène", *Economies et Sociétés*, vol. 17, no 2, (1983), pp. 405-426.

SACHS, Ignacy, "Développement local et sorties de crise dans les sociétés industrielles", *Futuribles*, no 75, (1984), pp. 5-56.

URRY, John, "Deindustrialization, Households and Politics", in MURGATROYD, L. et al. *Localities, Class and Gender*, London: Pion, (1985), pp. 13-29.

VANIER INSTITUTE OF THE FAMILY, *Reshaping Development, 1984 and Beyond*, Proceedings of a seminar held at S-Mary's University, Halifax, (1983).

9.2. MOUVEMENTS SOCIAUX

FRASER, Nancy, "Women, Welfare and the Politics of Need Interpretation", *Hypatia*, vol. 2, (1987), pp.103-121.

FREEMAN, Jo, *The Politics of Women's Liberation*, NY, Longman, (1975).

FREEMAN, Jo, "Resource Mobilization and Strategy: a Model for Analyzing Social Movement Organizations Actions", in ZALD, M.N. et McCARTHY, J.D. (éds.) *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Mass., Winthrop, (1979), pp. 167-189.

GAGNON, C., KLEIN, J.L., TREMBLAY, M., TREMBLAY, P.A. (dir), *Le local en mouvements*, Chicoutimi, UQAC/Grir, coll. "Développement régional", (1989).

GAMSON, William, FIREMAN, B., "Utilitarian Logic in the Resource Mobilization Perspective", in M.N. ZALD, J.D. McCARTHY (éds.) *The Dynamics of Social Movements*, Cambridge, Winthrop, (1979), pp. 8-44.

GARTNER, A., "A Typology of Women's Self-help Groups", *Social Policy*, vol. 15, (1985), 25-30.

GERLACH, Luther P., "Movements of Social Transformation: Some Structural Characteristics", in J. FREEMAN (éd.) *Social Movements of the Sixties and Seventies*, N.Y., Longman, (1983), pp.133-147.

GERLACH, Luther P., HINE, Victoria, *People, Power, Change: Movements of Social Transformation*, Indianapolis, Bobbs-Merrill, (1970).

JENKINS, J.C., "Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements", *Annual Review of Sociology*, vol. 9, (1983), pp. 527-553.

KLEIN, J.L., GAGNON, C., *Le social apprivoisé. Le mouvement associatif, l'État et le développement local*, Hull, Asticou, (1989).

LIPSKY, Michael, "Protest As a Political Resource", *American Political Science Review*, vol. 62, n° 4, (1968), pp. 1144-1158.

MAHEU, Louis, "Les mouvements de base et la lutte contre l'appropriation étatique du tissu social", *Sociologie et sociétés*, vol. 15, n° 1, (1983), pp.77-92.

MELLOR, Hugh W., *The Role of Voluntary Organizations in Social Welfare*, London, Croom Helm, (1985).

OBERSCHALL, Anthony, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, (1973).

OFFE, Claus, WIESENTHAL S., "Two Logics of Collective Action: Theoretical Perspectives on Social Class and Organizational Forms", in M. ZEITLIN (éd.) *Political Power and Social Theory*, vol. 1. Greenwood, JAI Press, (1980), pp. 67-115.

OLIVER, Pamela, "The Mobilization of Paid and Volunteer Activists in the Neighborhood Movement", *Research in Social Movements, Conflict and Change*, vol. 4, (1983), pp. 133-170.

SNOW, D.A., ZURCHER, L.A., ECKLAND-OLSON, S. "Social Networks and Social Movements: a Micro-Structural Approach to Differential Recruitment", *American Sociological Review*, vol. 45, n° 5, (1980), pp. 787-301.

TERRIEN, Rita, *La contribution informelle des femmes aux services de santé et aux services sociaux*, Québec: Gouvernement du Québec, Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, synthèse critique #8, (1987).

TILLY, Charles, *From Mobilization to Revolution*. Reading, Addison-Wesley, (1978).

ZALD, Mayer N., ASH, R., "Social Movements Organizations: Growth, Decay and Change", in B. McLOUGHLIN (éd.) *Studies in Social Movements*, N.Y., Free Press, (1974), pp. 461-485, (1ère éd. 1966).

ZALD, M.N., MCCARTHY, J.D., *Social Movements in an Organizational Society*, New Brunswick, Transaction Books, (1988).

9.3. ÉPISTÉMOLOGIE DES SCIENCES HUMAINES

ANADÓN, Marta, *Epistémologie et recherche en éducation*, conférence donnée dans le cadre du cours DME-9005, Doctorat en éducation, UQAM, automne (1988), texte xérogaphié.

BANAKA, W.H., *Training in Depth Interviewing*, New York, Harper & Row, (1971).

BARITEAU, Claude, "De la cueillette à l'échange sur le terrain", in GENEST, Serge (éd.), *La passion de l'échange*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, (1985), pp.269-292.

BATESON, Gregory, *La nature de la pensée*, Paris, Seuil, coll. "Recherches anthropologiques", (1984).

BOUCHARD, Serge, "De la nécessité des voyages inutiles", in GENEST, Serge (éd.), *La passion de l'échange*, Chicoutimi, Gaëtan Morin, (1985), pp. 67-84.

- CAPLOW, T., *L'enquête sociologique*, Paris, A. Colin, (1970).
- CICOUREL, Aaron V., *Method and Measurement in Sociology*, New York, The Free Press, (1964).
- GLASER, Barney G., et STRAUSS, Anselm L., *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine De Gruyter, (1967).
- GOYETTE, Gabriel, *La méthode de l'observation et le développement des sciences de l'éducation*, doctorat en éducation, UQAH, (1988), texte xérographié.
- GLUCKMAN, Max, "Ethnographic Data in British Social Anthropology", *The Sociological Review*, vol. 9, no 1, (1961), pp. 117-134.
- HALL, E.T., *La dimension cachée*, Paris, Seuil, (1979).
- JACOB, P., *L'empirisme logique, ses antécédents, ses critères*, Paris, Éditions de Minuit, (1980).
- KATZ, Daniel, "Les études sur le terrain", in FESTINGER, L., KATZ, D., (dir), *Les méthodes de recherche dans les sciences sociales*, Paris, PUF, (1963), pp.68-118.
- LADRIERE Jean, "La spécificité des sciences humaines", *Archives de philosophie*, (1975), pp. 43-60.
-
- LAPERRIERE, Anne, "L'observation directe", in GAUTHIER, B. (dir), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Sillery, PUQ, (1984), pp. 225-246.
- LECOURT, D., *L'ordre et le jeu. Le positivisme logique en question*, Paris, Grasset, (1981).
- LEVY-LEBLOND, J.M., JAUBERT, A., *(Auto-)Critique de la science*, Paris, Seuil, coll. "Points", (1975).
- LOFLAND, John, LOFLAND, Lyn H., *Analyzing Social Settings*, (2è éd.), Belmont, Wadsworth Publishing Co., (1984).
- MAUSS, Marcel, *Manuel d'ethnographie*, (2è éd.) Paris, Payot, (1967).
- MAYER, Robert, "Notes de lectures sur l'entrevue individuelle comme technique de recherche", Montréal, Université de Montréal, Ecole de service social, cours SVS-1511, texte xérographié, (1979a).
- MAYER, Robert, "Notes de lecture sur l'entrevue de groupe comme technique de recherche", Montréal, Université de Montréal, Ecole de service social, cours SVS-1511, texte xérographié, (1979b).
- MICHELAT, Guy, "Sur l'utilisation de l'entretien non-directif en sociologie", *Revue française de sociologie*, no 16, (1975), pp. 229-247.
- MITCHELL, J.C., "Case and Situation Analysis", *The Sociological Review*, vol. 32, n° 1, (1983), pp. 142-158.
- PIAGET, J., "La situation des sciences de l'homme dans le système des sciences", in Piaget J. (éd.) *Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines, Partie 1: Sciences sociales*, Paris, UNESCO et Mouton, (1970), pp.1-65.

POUPART, Jean, "La méthodologie qualitative en sciences humaines: une approche à redécouvrir", *Apprentissage et socialisation*, vol. 4, n° 1, (1981), pp. 41-47.

RABINOW, Paul, *Un ethnologue au Maroc*, Paris, Hachette, (1988), (coll. "Histoire des gens").

RAGIN, Charles et ZARET, D., "Theory and Method in Comparative Research: Two Strategies", *Social forces*, vol. 61, no 3, (1983), pp. 731-754.

RAINER, Tristine, *The New Diary; How to Use a Journal for Self-Guidance and Expanded Creativity*, Los Angeles, J.P. Tarcher, (1978).

RAMOGNINO, Nicole, *L'observation, un résumé de la "réalité": de quelques problèmes épistémologiques du recueil et du traitement des données*, Communication présentée dans le cadre du Colloque sur l'observation, ACFAS, Montréal, (1989), texte xérographié.

ROBERT, J.D., "Le problème de la spécificité de la «scientificité» des sciences de l'homme", *Nouvelle revue théologique*, (1970a), pp.677-704.

ROBERT, J.D., "Aperçus sur des recherches actuelles relatives aux relations entre le scientifique et l'idéologique à l'oeuvre dans les sciences, et particulièrement dans les sciences de l'homme", *Tijdschrift voor filosofie*, (1970b), pp.740-750.

ROYAL ANTHROPOLOGICAL INSTITUTE, *Notes and Queries in Anthropology*, (5è éd.), Londres, Royal Anthropological Institute, (1929).

SAVOIE-ZAJC, Lorraine, *Les critères de la recherche qualitative*, communication présentée au colloque "de la SOREAT", Rouyn-Noranda, 7-8 avril 1989, texte xérographié.

SMITH, N.W., "Strategies of Field Research", in *Strategies of Social Research*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, (1975), pp.229-253.

SPRADLEY, John, *The Ethnographic Interview*, New York, Holt, Rinehart & Winston, (1979).

SPRADLEY, John et MANN, B., "Introduction", in SPRADLEY, John et MANN, B. *Les bars, les femmes et la culture*, Paris, Presses Universitaires de France, (1979), pp. 5-32.

STRAUSS, Anselm L., *Qualitative Analysis for Social Scientists*, New York, Cambridge University Press, (1987).

TREMBLAY, Marc-Adélar, "La technique de l'entrevue", in TREMBLAY, Marc-Adélar, *Initiation à la recherche dans les sciences humaines*, Montréal, McGraw-Hill, (1968), pp. 311-360.

WEBB, Beatrice, "The Art of Note-Taking", in BURGESS, R.G. (éd.), *Field Research: A Sourcebook and Field Manual*, Londres, Allen & Unwin, (1982), pp. 195-199.

YIN, Robert K., *Case Study Research: Design and Methods*, Beverly Hills, Sage, 1984.

9.4. RECHERCHE FÉMINISTE

ACKER, Joan, BARRY, Kate, ESSEVELD, Joke, "Objectivity and Truth: Problems in Doing Feminist Research", *Women's Studies International Forum*, vol. 6, n° 4, (1983), pp.423-436.

BOWLES, Gloria, KLEIN, Renate Duelli (dir.), *Theories of Women's Studies*, Londres, Routledge and Kegan Paul, (1983).

COLLECTIF, *Actes du Colloque international sur la recherche et l'enseignement relatifs aux femmes*, Montréal, Institut Simone de Beauvoir, Université Concordia, (1982).

CORBEIL, Christine, PAQUET-DEEHY A., LEGAULT G., *L'intervention féministe: alternative des femmes au sexisme en thérapie*, Montréal, Éditions coopératives Albert Saint-Martin, (1983).

DAGENAIS, Huguette (dir.), *Approches et méthodes de la recherche féministe*, Actes de colloque, Québec, Université Laval, Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaire féministe, (1985).

DOCUMENTATION SUR LA RECHERCHE FÉMINISTE, "Femmes et sciences", (n° spécial), vol. 15, n° 3, (1986).

EICHLER, Margrit, "Principes d'une stratégie de recherche pour les femmes", *Les documents de l'ICREF*, n° 10, (1985).

GOLDE, P., *Women in the Field*, Berkeley, University of California Press, 2^e éd. révisée, (1986).

GRUPE DE RECHERCHE ET D'ÉCHANGE MULTIDISCIPLINAIRE FÉMINISTE, *Approches et méthodes de la recherche féministe, bibliographie multidisciplinaire*, Québec, Université Laval, GREMF, "Cahier n° 1", (1985).

LAFONTAINE, Danielle, "La recherche scientifique et la cause des femmes", in COHEN, Yolande (dir), *Femmes et politique*, Montréal, Le jour, (1981), pp.119-137.

MATHIEU, Nicole-Claude, "Notes pour une définition épistémologique des catégories de sexe", *Epistémologie sociologique*, n° 11, (1971), pp.19-39.

OAKLEY, A., "Interviewing Women: A Contradiction in Terms", in ROBERTS, Helen (éd.), *Doing Feminist Research*, London, Routledge & Kegan Paul, (1981), pp. 30-61.

REINHARZ, Shulamit et al., "Methodological Issues in Feminist Research: A Bibliography of Literature in Women's Studies, Sociology and Psychology", *Women's Studies International Forum*, vol. 6, n° 4, (1983), pp.437-454.

ROBERTS, Helen (éd.), *Doing Feminist Research*, Londres, Routledge and Kegan Paul, (1981).